

le 19 : les fascistes ne
parleront pas

PSU

Tribune socialiste



**La Société
Générale**

**refuse son argent à Lip.
Refusez votre argent à la
Société Générale.**

Le choix d'une banque est souvent le fruit du hasard. Une agence est toute proche. Elle vous semble sympathique ; et puis, apparemment, toutes les banques se ressemblent.

C'est presque vrai pour les opérations courantes : vous remettre un chéquier, encaisser directement vos salaires, prestations de sécurité sociale, allocations, régler automatiquement vos factures et vos charges, ou vous adresser régulièrement un relevé de votre compte.

Mais le jour où vous avez besoin d'aide ou plus simplement de conseils, la réalité apparaît.

Votre banquier est un homme sympathique. Sympathique quand tout va bien.

A la Société Générale votre banquier est un homme sérieux.

Devant vos problèmes, les grands (logement, placement, prévoyance de l'avenir) et les petits (tout peut arriver), il sait vous conseiller et vous faire profiter au mieux de tous les avantages qu'offre une banque vraiment efficace.

C'est son rôle et il l'assume pleinement. Vous connaissez son nom et il connaît le vôtre.

Vous savez à qui vous adresser pour régler vos problèmes d'argent.



Société Générale

la banque de ceux qui demandent plus à la vie

Refusez votre argent à la Société Générale !

POUR relancer Lip et rétablir l'emploi de ses travailleurs, il fallait une stratégie industrielle d'entreprise. L'horlogerie française est dans un état tel qu'elle n'y suffisait pas. La seule stratégie possible est franco-suisse. Tel était, et reste, l'axe du plan « Interfinexa ».

Ce plan demandait

— au groupe suisse ASUAG, du capital (15 millions) et des relations de client à fournisseur pour Lip.

— aux industriels français concernés (Jaz, Jaeger, Thomson, etc.), des appuis techniques, de la sous-traitance des cautions et peu de capital (en tout 5 millions) vu qu'ils en ont peu.

— aux trois banques nationalisées, l'essentiel du capital, pour 8 millions chacune, et vu que personne d'autre en France ne pouvait le faire.

Naturellement l'idée centrale est que Lip pouvait devenir fort juteux et qu'il n'y a pas de raisons de laisser tomber des occasions de faire du profit.

Deux des banques nationalisées ont dit « oui ». La Société Générale a dit « non », comme ça. Parce que Lip « c'est la vérole », selon un mot courtois et apparemment souvent répété de son Président. Il ne semble pas que la

Société Générale ait agi ainsi sur ordre du ministre Charbonnel, dont elle ne dépend pas. Il semble plutôt que ce ministre s'est ensuite appuyé sur ce refus pour expliquer que le plan Interfinexa ne tenait pas — ce qui devenait vrai du fait de la Générale — au lieu, chose pourtant simple, de faire donner à la Générale par son collègue des Finances ordre de faire l'opération que d'autres gens fort sérieux ne trouvaient pas si aventureuse.

La Société Générale, maison sérieuse, âgée aujourd'hui de 109 ans, place son argent seulement dans des affaires sérieuses : elle vient de perdre 40 millions dans la faillite frauduleuse de la Banque de San Diego, un placement plus sûr à l'évidence que l'horlogerie française ! Elle est, d'une manière que la justice précisera, concernée par l'affaire de la Garantie Foncière. Elle hésite moins sur de bonnes affaires de spéculation immobilière que sur le financement d'une entreprise assurant la présence de la France dans l'horlogerie européenne et l'emploi de 1.200 personnes.

La Société Générale refuse son argent à Lip.
Refusez votre argent à la Société Générale.

Michel ROCARD ■

Solidaires de Lip, des militants du parti ont couvert d'inscriptions à la peinture, trente-deux agences parisiennes de la Société Générale. C'est la première phase d'une riposte.



Photos A.F.P. (8). Fotolib : D. Maillac (5). M. Semo (12). C. Rausch (6-7). Ch. Weiss (2).

tribune
socialiste

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

opération Société Générale

● Voici un modèle de lettre que nous suggérons d'envoyer à la Société Générale.

Monsieur,
Un projet industriel cohérent per-

mettant de relancer l'entreprise Lip sur des bases viables, d'assurer le non-démantèlement de l'entreprise et le réemploi du maximum de salariés a été soumis dernièrement au Gouvernement. Ce projet supposait, pour assurer le redémarrage de l'entreprise, une enveloppe financière de 40 millions. La Société Générale devait fournir 8 millions. Elle les a refusés. Que votre direction ait pris cette décision de son propre chef ou à la suite de pressions gouvernementales, ne change rien au problème. Je me refuse donc à placer mon argent plus longtemps dans votre banque. Je vous prie par conséquent de noter qu'à ce jour, je prends toutes dispositions pour retirer mon argent de votre société.

Veuillez agréer, etc.

Signature

● Nous tiendrons régulièrement dans « T.S. » un bilan de l'opération « Refusez votre argent à la Société Générale ». Bon à retourner à « T.S. » 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom
Prénom
Adresse

Je déclare avoir retiré mon argent de la Société Générale, soit la somme de (1)

(1) Indication utile pour établir un bilan financier.

10001

abonnements
nouveaux

depuis le début
de la campagne !

ça continue !

(Attention, limite le 15 janvier)

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

OFFENSIVE

LE bureau national du P.S.U. a décidé de lancer une campagne de grande ampleur sur le thème « La Société Générale a refusé son argent à Lip. Refusez votre argent à la Société Générale. » Michel Rocard explique ci-contre pourquoi nous avons pris cette décision.

Elle ne concerne pas bien entendu les seuls militants du P.S.U. Nous appelons l'ensemble des organisations politiques et syndicales, les militants ouvriers de ce pays, tous ceux pour qui le combat des travailleurs de Lip est aussi leur combat, à participer à cette campagne.

Certes on nous dira : c'est un boycott symbolique. Voire. Nous avons eu connaissance d'une note d'information confidentielle de la direction de cette banque après l'intervention de Michel Rocard au Conseil national. Cette note exprimait une inquiétude réelle au cas où la menace évoquée par Michel Rocard serait suivie d'effet. Eh bien ! puisque la Société Générale, à ce jour, n'a pas changé de position, nous sommes décidés à passer à l'action et susciter sans doute bien d'autres « notes confidentielles » !

à quoi bon ?

On nous dira aussi : toutes les banques sont directement inféodées au capitalisme ! Alors à quoi bon ? Nous répondons : certes, mais la responsabilité de la Société Générale est particulièrement importante dans cette affaire. Et puis aussi : on n'attaque pas sérieusement le capitalisme en se contentant de le dénoncer comme un tout abstrait.

Les travailleurs de Lip ont démontré la nécessité de porter l'attaque sur tous les fronts à la fois. C'est une leçon décisive. Elle vaut pour chacun d'entre nous.

Nous rejoignons ici un problème plus vaste : celui des formes d'action dans la période actuelle. Tant que nous nous contenterons « d'expliquer » pourquoi le capitalisme est en crise, pourquoi ce régime est pourri, pourquoi la bourgeoisie est prête à tout pour maintenir son pouvoir, nous ne convaincront que les convaincus.

Il nous faut imaginer des types d'actions qui sensibilisent, à partir de problèmes précis, toutes les victimes de ce système. Une opération

« étiquetage » qui montre précisément comment les grandes surfaces capitalistes violent la loi, en dit plus long que tous nos communiqués et conférences de presse.

Une opération « transports en commun par les usagers eux-mêmes » comme ce fut fait à Hérouville, près de Rouen, ou à Nancy, fait mieux comprendre le scandale des transports en commun que les meilleurs tracts.

double erreur

Une prise en charge de l'enquête concernant la pose de micros au Canard Enchaîné gênera infiniment plus le gouvernement que la dénonciation périodique, mais sans suites effectives, du scandale des écoutes téléphoniques.

Une projection systématique et volontairement illégale d'« Histoires d'A » fera plus pour poser publiquement le problème de l'avortement et du statut de la femme dans notre pays que tous les discours sur la question...

Tiens, le P.S.U. redevient gauchiste ! On le croyait rangé et soucieux de reprendre sa place dans une gauche bien traditionnelle... Erreur, double erreur. D'abord parce que nous avons eu suffisamment de mal à sortir d'un gauchisme sectaire et sclérosé pour avoir la moindre intention d'y retomber.

Inventer de nouvelles formes de lutte sur la base du contrôle ouvrier et populaire, ce n'est pas choisir la marginalisation, c'est sortir du cercle clos des militants convaincus pour montrer à tous ceux qui doutent, tous ceux qui ne voient pas le rapport entre lutte sociale et lutte politique que les deux sont nécessairement liées.

Et puis erreur aussi si l'on pense que notre volonté d'ouvrir le dialogue avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier passe par l'affadissement, voire le reniement de nos objectifs. Nous ne travaillons pas à enterrer Mai 68, nous travaillons à le réveiller. Et pas seulement dans la jeunesse ouvrière et scolarisée qui a servi de support à l'extrême gauche depuis cette période.

Nous croyons qu'au sein même de la classe ouvrière, au sein des paysans, parmi des techniciens, des ingénieurs, des cadres de ce pays, des questions, des refus de ce système, sont en train de mûrir.

Nous croyons que les organisations de la gauche dans son ensemble ne peuvent faire l'impasse sur cette situation nouvelle.

La plupart ne l'acceptent pas de gaieté de cœur. Soit. Elles chercheront à bloquer le phénomène, à le canaliser, à le récupérer s'il est trop fort. D'accord. Raison de plus pour porter le débat partout où c'est possible. Raison de plus pour montrer que la gauche ne pourra l'emporter dans ce pays que si elle sait prendre à bras le corps les problèmes de son temps en étant offensive et non défensive, audacieuse et non timorée, imaginative et non dépassée.

Quand l'ensemble des organisations politiques et syndicales acceptent avec nous de prendre les moyens d'interdire un meeting fasciste et ne se contentent plus de protestations symboliques faudrait-il crier à la récupération ? Quand les Jeunesses communistes occupent l'ambassade du Chili pour poser publiquement le problème des prisonniers politiques, faudrait-il faire la fine bouche sous prétexte que cela ne change rien de fondamental à la stratégie du parti communiste ?

Quand le parti socialiste se décide enfin, après plusieurs démarches de notre part à faire pression sur Minjoz, maire de Besançon pour qu'il n'accorde pas des locaux à l'entreprise Spemelec, faudrait-il nous contenter de nous indigner des hésitations de la social-démocratie ?

offensive partout !

Quand le parti communiste accepte d'ouvrir avec le P.S.U. un débat de fond sur les objectifs anti-capitalistes, la gestion démocratique et l'autogestion, faudrait-il avoir peur d'aller jusqu'au bout de cette confrontation par peur d'être accusés de « compromission ».

Non, il n'est plus temps aujourd'hui à l'heure où le régime se durcit, prépare le fichage systématique de tous les militants politiques et syndicaux par l'armée, de laisser passer le moindre chance de faire avancer collectivement le mouvement ouvrier. Nous avons eu besoin jusqu'ici de lucidité et de force. Nous aurons sans doute besoin demain de courage pour affronter ce régime. Il n'est d'autre perspective que l'offensive. L'offensive partout !

Gérard FERAN

• quelques réponses

NOTRE camarade René Cruse a décidé de quitter le PSU. Il s'en explique ainsi : « J'étais entré au PSU considérant qu'il jouait un rôle irremplaçable dans la lutte pour le socialisme face à une gauche sclérosée enfermée dans les contradictions de la légalité bourgeoise. J'avais espéré que le vaste courant autogestionnaire proclamé par les instances du parti donnerait la priorité aux luttes sur les appareils (...) Mais les tendances actuelles du parti s'alignent de plus en plus sur un programme commun qui ne remet pas en cause radicalement et fondamentalement les structures, les lois et les règles de l'économie du régime actuel et s'alignent de plus en plus sur une union de la gauche qui n'a pas changé de nature ».

Nous aurions aimé discuter avec René Cruse des raisons de sa décision. Cela n'a pu être possible puisque nous avons reçu samedi sa lettre de démission en pneumatique, c'est-à-dire en même temps que la presse, et nous le remercions. D'autant plus que les questions qu'il pose et les craintes qu'il exprime devraient faire l'objet d'un débat approfondi dans tout le mouvement révolutionnaire. Sur quelques points nous voudrions l'ouvrir ici et y revenir plus longuement par la suite dans TS, en posant nous-mêmes quelques questions à René Cruse et à ceux qui partagent ses inquiétudes.

Première question : Suffit-il de développer « un courant » pour avoir une stratégie politique ?

Cette question, on la rencontre tout au long de l'histoire du PSU et de celle de l'extrême-gauche depuis 1968. Certes il est normal qu'un parti qui est né du double refus, même ambigu, de la social-démocratie et du stalinisme ait d'abord cherché à affirmer sa propre identité. C'est la raison pour laquelle toutes les stratégies qui se contentaient de faire du PSU soit un courtier entre le PC et le PS, soit un pont entre la gauche réformiste et la gauche révolutionnaire ont toujours échoué. L'affirmation du « courant socialiste » en 1969 au Congrès de Dijon, du « mouvement révolutionnaire » ensuite, du « courant socialiste autogestionnaire » enfin, au Congrès de Toulouse, ont indiqué au contraire que le PSU et avec lui un certain nombre de forces entendaient d'abord affirmer leurs propres objectifs.

Qui peut croire sérieusement que nous serions en train de renier tout ce sur quoi le PSU a été capable de reconstruire et de trouver au cours des deux dernières années une nouvelle force ?

Qui peut croire que ceux qui se sont battus pour que le PSU cesse d'être un simple reflet de l'impasse du gauchisme en lui donnant un objectif positif, l'autogestion socialiste, soient aujourd'hui

prêts à tirer un trait sur ce combat en nous alignant cette fois sur la gauche traditionnelle ?

Qui peut croire que le PSU qui, à tous les niveaux, a animé la lutte des Lip et continue de se battre, presque seul, avec eux pour donner à la classe ouvrière une nouvelle stratégie, celle du contrôle ouvrier, soit aujourd'hui prêt à abandonner ce qui fait le sens de son combat pour s'enfermer uniquement dans « des luttes d'appareils » ?

La vraie question, la seule, ce n'est pas de savoir s'il faut renier tout cela, mais si cela est suffisant. Si nous voulons être un courant d'animation des luttes sociales, si nous nous cantonnons à être un parti « pourvoyeur d'idées » que la gauche se charge ensuite de récupérer et de déformer, pas de problème. Restons-en là.

Mais si nous croyons sérieusement que ce régime doit être renversé, et ce le plus rapidement possible, si nous voulons que ce renversement ouvre la voie au socialisme et non à quelque « capitalisme d'Etat », alors il faut être capable de se poser la question des alliances et de leur nature.

Et ceci nous conduit à évoquer la seconde question évoquée par René Cruse, celle « des luttes d'appareils ». Sur ce point aussi il faut savoir de quoi l'on parle. On peut certes s'enfermer dans le mythe des masses révolutionnaires trahies par les directions réformistes. C'est comode mais c'est faux. La vérité, c'est que depuis cinq ans l'extrême-gauche sous couvert d'autonomie s'est en fait enfermée

volontairement dans un ghetto qui a permis à la gauche réformiste de trouver une nouvelle force et a conduit les courants maoïstes et trotskystes à n'exister que sur des combats ponctuels mais non comme forces politiques.

La vérité c'est que quand le PSU, tout en affirmant ses objectifs autonomes, a été capable de sortir de ce ghetto, il a posé des questions qui se sont trouvées repercutées dans tout le mouvement ouvrier. Sur Lip, sur l'emploi et la vie chère, aujourd'hui sur le Chili où, pour la première fois, les organisations politiques et syndicales s'engagent à s'opposer à un meeting fasciste au lieu de se limiter à de simples protestations.

C'est si vrai que sur toutes les échéances importantes, l'extrême-gauche a rallié ces initiatives en adoptant après coup, et sans s'en donner les moyens notre politique.

Cette stratégie « d'unité conflictuelle » exprimée dans notre proposition de Pacte d'Unité d'Action anticapitaliste, nous croyons que loin de tourner le dos au socialisme autogestionnaire elle est en train au contraire d'en faire un enjeu pour tout le mouvement ouvrier.

Il faut croire d'ailleurs que nous ne sommes pas les seuls à le penser puisque jamais autant d'organisations ne se sont déclarées prêtes à construire avec nous un mouvement pour l'autogestion socialiste et que nos camarades des CIC viennent de décider de nous rejoindre.

Alors ? ...

G.F. ■

si Messmer avait de l'esprit...

HYPOTHESE franchement fantaisiste. En effet, si l'ancien légionnaire qui sert aujourd'hui de Premier ministre avait quelque esprit — autre que militaire s'entend — ça se saurait. Et on n'a vraiment rien à redouter de ce côté-là, surtout après ce qu'il vient de raconter à propos de l'affaire des « plombiers » du « Canard Enchaîné ».

« C'est une histoire, a-t-il déclaré vendredi au micro de RTL, qui est dans le style d'un journal satirique. Après tout, on pourrait même imaginer que, s'ils étaient très satiriques, ils aient fait cette affaire eux-mêmes. Je ne dis pas que je le crois. Je dis qu'on peut l'imaginer. Ce sont des gens qui ont de l'esprit. Alors, on peut croire qu'ils exerceraient leur esprit aux dépens de ceux contre lesquels ils l'exercent habituellement, comme par exemple la police ».

En faisant un peu l'exégèse des paroles de Messmer — pour une fois qu'il y a un peu de matière — on s'aperçoit que dans son esprit, si l'on ose dire, « satirique » — ou plutôt « très satirique » — signifie mensonger, malhonnête, falsificateur ; bref tout un tas de ces qualificatifs plus ou moins synonymes qui ont accompagné plus d'un notable de ce régime devant les tribunaux. Donc, c'est là aussi qu'on devrait bientôt retrouver le « Canard », et au banc des accusés, bien entendu.

Mais il n'en sera rien, car Messmer n'est pas bien convaincu qu'au « Canard » « ils » soient « très satiriques » : « on peut l'imaginer » seulement. « On peut croire ».

Ça fait penser à ces formules journalistiques (pas « très satiriques ») qui font de plus en plus de ravages dans le style « on peut se demander

si la question de s'interroger sur l'éventualité de, ne permettrait pas, etc. ».

Et dans le registre prudentiel, Messmer fait toute la gamme. Que ne peut-on glisser de brouillard entre le « je ne dis pas que je le crois » et le « je dis qu'on peut l'imaginer » ? Hummez ce parfum d'hypocrisie, respirez cette franchise de l'expression, savourez cette syntaxe en trompe-l'œil ! Car il aurait pu dire « je dis que je ne le crois pas » ou « j'imagine qu'on peut le dire »... Mais que non ! L'objectif était de semer le trouble dans les consciences perméables des auditeurs, de les retourner contre la victime, de masquer ses véritables responsabilités de Premier ministre d'un régime chaque jour plus policier.

Mais « on peut supposer » — profitons-en — que RTL soit une radio

« très satirique », ou que le micro, n'étant pas relié aux oreilles de Marcellin, ait eu « de l'esprit ». Oui, imaginons-le et rétablissons la véritable pensée du Premier ministre :

« Cette affabulation émane d'un infect torchon mensonger. S'ils étaient moins mensongers, on pourrait imaginer qu'ils n'aient pas monté cette affaire eux-mêmes. Je dis que je ne le crois pas. Je dis qu'on ne peut pas l'imaginer. Ces gauchistes sont de sales contestataires. Ils exercent leur hargne contre mes flics, ces cons qui se sont encore fait avoir ».

Gérard BOREL ■

Post-scriptum : Désormais « L'Express » et JJSS sont aussi « très satiriques ». Ils l'étaient sans le savoir. Si ça se trouve, la presse française dans son ensemble va nous faire rigoler. Même TS.

du "Canard" aux banques de données

Même La Nation juge sévèrement la tentative d'espionnage au Canard Enchaîné. Mais elle affirme tout aussitôt que l'honnête Marcellin n'y est pour rien (1). Même si, par improbable, cela était, il n'en resterait pas moins l'inquiétante évolution du régime considéré, non seulement sous son aspect strictement policier, mais sous la réalité même du système capitaliste. A cet égard, le recours de plus en plus large à l'informatique dans la « gestion des citoyens » ne peut manquer d'inquiéter. Ainsi en est-il des « banques de données ».

DES ordinateurs puissants, reliés les uns aux autres, capables de stocker une somme considérable d'informations sur un sujet précis et de les restituer à la demande, telles sont ces « banques » (le mot

n'est pas mal choisi !) qui existent déjà en France ou sont en projet. Elles concernent avant tout le secteur public car il y est plus facile d'y collecter les informations (2).

Elles portent des noms poétiques et parfois révélateurs comme ENEIDE (Ensemble Normalisé sur les Entreprises Industrielles pour les Décisions de l'Etat) ou GRISBI (eh ! oui) (Gestion des Routes à partir des Informations Stockées dans une Banque de données Intégrées).

Et puis, ce fameux projet (démenti, il est vrai, par Marcellin) en chantier au ministère des Armées pour assurer au mieux la défense nationale et du même coup le maintien de l'ordre. Ou encore cette idée de mettre les 50 millions de Français sur fichiers. Y figureraient des renseignements aussi « anodins » que le numéro de carte d'identité, de Sécurité Sociale, du permis de conduire ; l'adresse, la situation familiale, et, pourquoi pas, les différents emplois, l'appartenance à un parti, à un syndicat, etc. On voit facilement tout le parti qu'un homme de poigne comme Marcellin pourrait tirer de tels renseignements.

Attention, il ne s'agit pas pour nous de cracher sur les banques de données, de renoncer à tout progrès technique et scientifique, sous le fallacieux prétexte qu'il apporte des armes nouvelles aux défenseurs du capitalisme. Simplement, il faut, une fois de plus, remarquer que les techniques ne sont pas neutres et qu'en l'occurrence la construction et le fonctionnement — donc le contrôle — des banques de données posent quelques problèmes préalables.

Par exemple, qui paye ? La mise

sur pied de ces banques coûte évidemment très cher (plusieurs dizaines de millions). Pour les financer et les amortir, il sera tenté de les vendre au plus offrant quelle que soit sa destination d'usage. Si le fichier de l'ORTF suscite tant de convoitises, à plus forte raison un fichier de 50 millions de personnes !

Ou encore : pour quelle utilisation ? Plus que la première, cette question est un préalable, car selon l'utilisation qu'on veut en faire, la conception même du fichier est en cause. Les banques de données en projet actuellement risquent donc d'être inutilisables par d'autres que leurs promoteurs.

Et surtout : qui possèdera l'information ? Car qui possède l'information plus que jamais possèdera le pouvoir et un pouvoir diablement efficace.

Trois questions fondamentales parmi beaucoup d'autres et sur lesquelles nous aurions intérêt à « investir ». Notre stratégie de contrôle est aussi d'actualité en ce qui concerne l'informatique.

Jean-Paul THERIQUE ■

(1) Sanguinetti affirme même que le « Canard » a monté de toutes pièces cette affaire, tandis que Messmer « imagine »...

(2) Voir le numéro 80 de « Projet » (décembre 1973) - 14, rue d'Assas - Paris (6^e).

Pour connaître

LA CHINE

à la source

4 PERIODIQUES CHINOIS EN FRANCAIS :

Pékin information (hebdomadaire)	1 an = 21,00 F - 2 ans = 31,50 F 3 ans = 42,00 F
La Chine (mensuel illustré)	1 an = 17,00 F - 2 ans = 25,50 F 3 ans = 34,00 F
La Chine en construction (mensuel illustré)	1 an = 14,00 F - 2 ans = 21,00 F 3 ans = 28,00 F
Littérature chinoise (trimestriel)	1 an = 6,80 F - 2 ans = 10,20 F 3 ans = 13,60 F

Abonnements à
Librairie

LE PHENIX

72 Bld de Sébastopol - PARIS (3^e)
C.C.P. 17.217.63. PARIS
(également nombreux périodiques en langue chinoise)

La Réunion : attentat contre Paul Vergès

UN second attentat en moins de deux mois vient d'être commis à la Réunion visant la personne de Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais (P.C.R.) et maire du Port.

Vers 8 h 45, le mercredi 5 décembre, sa voiture fut ébranlée par une violente explosion. Une charge explosive avait été placée dans le tuyau d'échappement tout près du réservoir d'essence qui a toutefois résisté. Contrairement à l'habitude, Paul Vergès ne se trouvait pas à bord de la voiture conduite alors par son chauffeur qui n'a pas été blessé.

Après les plasticages de deux églises, à Saint-Paul, l'incendie d'une école la tentative d'incendie criminelle, à l'Eperon, contre la maison de Jean Saint-Marc et un précédent attentat contre Paul Vergès, au cours de la campagne électorale pour le scrutin partiel de novembre dernier, ce nou-

vel attentat contre le leader de l'opposition à la Réunion confirme le point de vue des partis et organisations de la gauche à la Réunion, qui dénoncent la fascisation rapide d'un groupe d'activistes liés étroitement à l'UDR. ■

GUADELOUPE: LA FRAUDE VAINCUE

A la Guadeloupe, 1^{er} circonscription, dimanche 10, 2^e tour des élections législatives après l'invalidation de l'UDR Hélène, par le Conseil constitutionnel. Le premier tour, déjà étroitement surveillé par le Parti communiste, avait donné une large avance à son candidat, (plus de 3 000 voix). Dimanche, il l'a remporté avec la même avance. C'est devant une foule débordante de joie, que Hégésippe Ibéné - qui milite en faveur de l'autonomie de l'île - a été proclamé député de la Guadeloupe. C'est aussi une victoire du Comité de liaison pour l'auto-détermination des DOM-TOM. ■

la fausse carte du chômage

Jamais peut-être l'appellation « science économique » n'a été plus trompeuse qu'aujourd'hui. Car beaucoup se parent d'arguments techniques soi-disant scientifiques, qui, pour jurer d'une crise majeure en 1974, qui, pour accuser le pétrole « arabe » d'en être le responsable, qui, pour se vanter d'avoir toujours eu raison de prévoir l'effondrement du capitalisme. Or, toutes ces positions n'ont pas de fondements sérieux et paradoxalement, il y a plus de raisons de parier sur un échec politique du régime en place dans les mois qui viennent que sur un échec économique.

Lorsqu'il prévoyait pour 1859 une crise décisive du capitalisme, Marx s'est lourdement trompé. Staline également quand en 1929, il formulait le même pronostic. L'analyse des faits économiques exige une grande modestie, et plus encore leur prévision ; que les militants socialistes ne se réjouissent donc pas trop vite, au seul bruit des rumeurs de crise, de ce que les faits rejoignent enfin la théorie, de ce que la hausse tendancielle du taux de profit et la loi de l'accumulation du capital produisent leurs effets ultimes. Cherchons plus simplement, dans les événements actuels, ce qui peut être affirmé avec certitude.

Sur la crise énergétique d'abord. La première remarque sur ce terrain serait d'utiliser avec circonspection le mot crise. Ne soyons pas à cet égard victime de la campagne d'intoxication du pouvoir, lequel s'efforce de rejeter sur la politique arabe la responsabilité du marasme économique de 1974 qui sera dû d'abord à des causes pré-existantes au problème pétrolier. Il ne faut pas oublier en effet que la hausse des prix atteint depuis au moins deux ans en France des taux extravagants pour un pays qui a atteint la maturité économique. Par ailleurs si le contingentement (la limitation quantitative) du pétrole est un problème sérieux, mais qui peut être résolu par une négociation politique où Israël tiendrait une position qui ne soit plus déraisonnable, en revanche, la hausse du prix du pétrole peut être absorbée assez aisément par les économies occidentales.

remue-ménage

Au contraire, il est clair que se dessine une grave crise énergétique pour le long terme. La jonction entre l'exploitation industrielle de l'énergie solaire et celle, présente, de l'énergie

des hydrocarbures sera difficile si l'on veut prendre mieux conscience du danger redoutable de l'énergie atomique.

Mais alors, s'il n'y a guère de crise énergétique à court terme, pourquoi tout ce remue-ménage autour des perspectives de 1974 ? Parce que le Gouvernement a choisi la carte du chômage pour lutter — dit-il — contre l'inflation. L'argumentation du pouvoir est fidèle à la théorie réactionnaire, dite loi de Philips, énonçant que les prix montent d'autant plus que l'économie se trouve plus proche du plein emploi, et inversement. Cette théorie laisse de côté deux réalités fondamentales de l'économie capitaliste moderne :

- Plus de la moitié du chômage n'est pas dû à des difficultés conjonctuelles, mais aux transformations structurelles de l'économie (par exemple, disparition de l'activité d'extraction du charbon, récession de l'industrie textile, etc...). Or, ce chômage « structurel » n'a guère d'influence sur l'évolution des prix. Chômage et hausses de prix peuvent donc coexister.

- La hausse des prix n'est pas principalement due aux augmentations de salaires — dont l'objet est au contraire de rattraper les hausses de prix — mais à la politique générale des entreprises qui dominent le marché. On peut dire en effet que l'inflation vient d'abord du fait que le capitalisme quitte l'économie de concurrence pour entrer dans l'économie de monopole. Dans ce cadre, les grandes entreprises, nationales ou multinationales, fixent des prix suffisamment hauts pour leur assurer des bénéfices capables d'autofinancer leurs nouveaux investissements. Ainsi, à la place de la maximisation du profit à court terme, les grandes entreprises d'aujourd'hui ont adopté l'objectif premier de la maximisation du profit à long terme. Les impératifs de cette nouvelle politique sont d'assurer la sécurité des

investissements (par l'autofinancement et la moindre dépendance du crédit) et celle des débouchés (par la domination commerciale du marché). On comprend que cette stratégie produise non seulement la publicité et la frénésie de consommation, mais également une hausse des prix attentivement planifiée par les monopoles.

Ces deux observations mettent en évidence que les mesures récemment prises par M. Giscard d'Estaing ne s'attaquent pas aux racines de l'inflation mais ont d'autres objectifs.

allumettes

La première d'entre elles, avancement de la date du paiement de l'impôt sur le revenu et passage du premier « tiers » provisionnel de 33 à 43 %, a pour but avoué de réduire la demande. Faisons d'abord remarquer qu'il y aurait eu d'autres moyens d'atteindre le même but sans passer par une aggravation de la fiscalité qui va gêner essentiellement les moins fortunés. Mais précisément, si le Gouvernement use de la politique fiscale plutôt que de la politique monétaire ou du contrôle administratif des prix, c'est parce que ceux-ci auraient entravé la stratégie d'expansion des grandes entreprises. La seconde mesure-clé du plan Giscard, les restrictions de crédits, montre d'ailleurs que l'aisance des grandes entreprises est bien l'objectif numéro un de toute cette opération. En effet, ainsi que nous l'avons dit, la politique des prix menée depuis quelques années par les monopoles tend à leur assurer un autofinancement total, c'est-à-dire à les soustraire au circuit du crédit. Dans ces conditions, les restrictions de crédit ne font que rendre la vie difficile aux petites entreprises (qui elles, n'ont pas une grande capacité d'autofinancement) et les mettre à la merci des trusts.

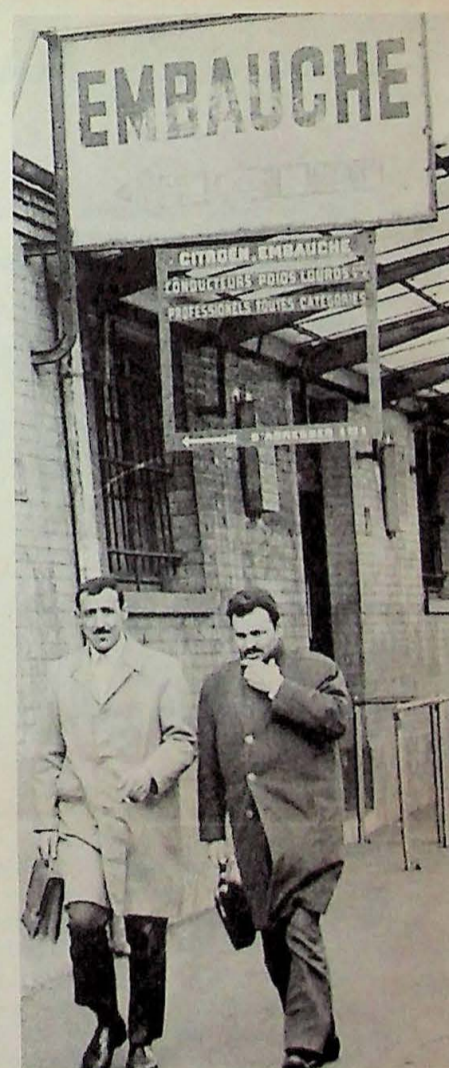
Derrière la technicité de quelques mesures mal comprises par le grand public, c'est ainsi la collusion étroite entre le pouvoir et les secteurs monopolistes du capitalisme qui s'éclaire. Plus que jamais la démagogie insensée de la loi Royer en faveur du petit commerce apparaît comme un cirque électoral destiné à masquer la véritable politique économique de la grande bourgeoisie giscardienne.

Reste que cette grande bourgeoisie joue imprudemment avec les allumettes. Car les mesures qu'elle vient de prendre n'ont en définitive pas pour objet de ralentir la hausse des prix mais de ralentir le rythme de l'activité économique : en diminuant par la pression fiscale la progression du pouvoir d'achat des travailleurs, en étranglant, par les restrictions de crédit, les liquidités des petites et moyennes entreprises, c'est à coup sûr le chômage que l'on déclenche. Déjà, les prévisions officielles font état d'un million de chômeurs à l'été 1974, c'est-à-dire 5 % de la population active française. Un chiffre que l'on n'a pas connu depuis la guerre. Or, on voit mal comment cette crise de l'emploi pourra être supportée socialement, même si rien n'indique qu'elle doive durer et être le signe d'une crise profonde du capitalisme. Cette crise risque seulement d'être très sèche car le pouvoir aura du mal, au milieu de l'an prochain à relancer l'économie au moment où le ralentissement touchera à plein nos partenaires commerciaux chez qui nous exportons 40 % de notre production industrielle.

Cependant, en dépit du fait que ce chômage peut produire une crise politique majeure, le fond du problème économique n'est pas là. Il est dans la nature même du système de production capitaliste, en ses deux points centraux : la réalisation du profit et la détermination du niveau des prix.

- Le moteur du profit en régime capitaliste est la progression de la consommation. Lorsque, par suite d'une évolution cyclique dont notre propos n'est pas aujourd'hui de détailler la mécanique, un déséquilibre économique et monétaire se produit entre consommation, épargne et investissement, le seul recours est de jouer sur la variable consommation soit en la réduisant comme c'est le cas aujourd'hui, soit en la relançant ainsi que l'annonce déjà M. Giscard d'Estaing pour la mi-74. Mais ce faisant, on ne change rien aux données de base du problème qui consiste à accorder au secteur des biens collectifs une place centrale dans l'économie. Or il est clair que cet objectif est réalisable dans un pays développé comme la France, sans porter atteinte aux autres aspects du niveau de vie de la population, mais qu'il n'est pas réalisable dans le cadre d'une recherche du profit privé maximum. Telle est la première raison pour laquelle le couple inflation-chômage est inscrit dans la logique du capitalisme moderne.

- La seconde raison vient du système de détermination du niveau des prix. Nous avons cherché à montrer ci-dessus que les vieilles théories de l'inflation par les coûts salariaux ou de l'inflation par la demande de consommation sont en partie dépassées puisque le niveau des prix n'est plus d'abord fixé par la concurrence mais imposé par le producteur en situation de monopole. La concurrence ayant perdu sa place, toute politique agissant seulement sur le volume de l'offre et de la demande soit est sans



effet soit entraîne une baisse de la production et non du niveau des prix (cas de 1974 en France). La seule arme sérieuse contre cette mécanique des prix — en dehors du retour à de meilleures conditions de concurrence — serait un contrôle autoritaire des prix par voie administrative d'une part et par les travailleurs de l'entreprise d'autre part. Il est inutile d'ajouter que ces mesures ne seront pas prises par le gouvernement Messmer.

Jacques GALLUS ■

NOTES

- Les industriels, aidés par les Pouvoirs publics, vont profiter de la crise de l'énergie pour balayer les mesures anti-pollution. Les Etats-Unis donnent le triste exemple par trois décisions : lancement d'un programme tous azimuts de prospections pétrolières sur les côtes avec graves risques de marée noire ; ouverture de chantiers de recherche de schistes bitumineux dans des sites montagneux touristiques ; accélération du programme de construction de centrales nucléaires (37 existantes, 57 en construction, 87 en projet) dont quelques semaines avant la crise, le gouvernement avait reconnu le terrible danger. ■

- La balance commerciale américaine a accusé un excédent de 680 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 1973 contre un déficit de 5 milliards durant la période correspondante de 1972. L'analyse de la crise monétaire internationale que « T.S. » a développée à plusieurs reprises et sur laquelle reviendra un numéro spécial économique de Critique Socialiste (numéro de janvier 1974) se confirme donc. Les dévaluations successives du dollar ont représenté un tournant décisif dans la politique économique américaine : sa priorité n'est plus l'expansion financière à l'étranger, ce qu'elle a fait dans les années soixante, mais l'expansion commerciale. Pour cette raison simple : l'emploi est de plus en plus menacé aux Etats-Unis et les exportations de marchandises (et non pas de capitaux) sont un moyen privilégié de préserver l'emploi des travailleurs américains. ■

Lip se bat pour tous les travailleurs

Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle étape de la lutte des travailleurs de Lip. Etape difficile et qui concerne toute la classe ouvrière puisque le problème de l'emploi va désormais devenir crucial en période de récession économique. La façon dont le pouvoir et une partie du patronat tentent de bloquer toute solution industrielle cohérente afin de faire payer aux Lip leur audace est un test de la dureté des combats qui s'annoncent. C'est pourquoi le colloque national sur l'emploi organisé la semaine dernière à Besançon par la CFDT et les travailleurs de Lip constitue, avec ses insuffisances, un événement important pour tous les travailleurs.

C'était pas si simple. Il fallait en effet tenir une gageure : réfléchir sur le problème de l'emploi avec des travailleurs qui, huit mois durant, dans une lutte des plus âpres, ont forgé le langage de l'action, dépassant bien souvent celui des mots. L'emploi, les Lip savent ce que c'est, pour l'avoir perdu et être repar-

tis à sa conquête en essayant de lui redonner un sens et même en inventant de nouvelles relations entre le travail et la vie.

Il n'en demeure pas moins qu'un tel colloque débordait le cadre des seuls travailleurs de Lip, ceux-ci étant l'illustration sans doute la plus sym-

bolique et la plus vivante de ce problème de l'emploi, à l'heure où s'amorce une récession économique générale donc de dimension mondiale. Il est bon de rappeler, comme le faisait Jacques Gallus dans « TS » de la semaine dernière, que cette crise n'est pas un accident de conjoncture, mais qu'elle a été bel et bien redoutée pour 1974 par plusieurs économistes occidentaux.

C'est d'ailleurs bien ce qui est ressorti de ce colloque (auquel plusieurs organisations ouvrières européennes

avaient adressé des messages de solidarité) en particulier lorsqu'il s'est agi de dresser un bilan de l'emploi en France et de dénoncer les manœuvres du pouvoir pour falsifier la réalité du chômage. « Car, expliquait un des rapporteurs, ce n'est pas la même chose de dire qu'il y a 150.000 chômeurs en France (les bénéficiaires de l'ASSEDIC) dont 60.000 « cas sociaux » — déclaration de Fontanet en décembre 1971 — ou 735.000 selon la dernière enquête sur l'emploi de l'I.N.S.E.E. ».

Quelques exemples de l'évolution de l'emploi entre 1954 et 1968

	Agriculture	Trav. publics	Industrie	Tertiaire	Solde net
Région parisienne	— 36.710	162.610	8.450	548.440	718.790
Nord	— 62.260	12.750	— 64.950	113.580	— 880
Bretagne	— 218.370	35.160	20.730	82.890	— 72.290
Centre	— 132.730	34.800	34.670	68.020	24.760
Franche-Comté	— 49.550	9.110	31.070	28.520	19.250

CHARLES PIAGET :

« sans la moindre défaillance »

● Tu auras remarqué qu'il n'y a pas beaucoup de Lip à ce colloque. Comment tu interprètes ça ?

Charles Piaget. — D'abord, un colloque comme celui-ci c'est beaucoup plus difficile que, par exemple, la marche sur Besançon, ou bien une manifestation comme celle qu'on a faite à Paris. Malgré nos efforts, les travailleurs de Lip n'ont pas réussi vraiment à réaliser que le colloque c'était finalement une rencontre de travailleurs autour de laquelle on fait le point sur les luttes pour l'emploi pour y redéfinir de nouveaux objectifs. Ou tout au moins pour définir des lignes de force pour d'autres actions syndicales, pour d'autres travailleurs qui auront à se battre aussi sur l'emploi. Les Lip ont toujours imaginé ce colloque comme une affaire de spécialistes. Alors, tu vois, ici une partie des travailleurs de Lip a préféré prendre les stands en main et le restaurant. Mais il y en a quand même 60 à 80 qui ont suivi le colloque. C'est pas si mal.

● Dans une intervention en séance plénière, quelqu'un a dit à propos des travailleurs de Lip : « Ça ne les intéresse plus ce genre de discussion ; et puis, ils ne comprennent pas ce qu'on va dire, ce jargon syndical »...

C.P. — Bien sûr, il y a toujours un jargon, un langage particulier qui n'est pas, c'est sûr, un facteur de compréhension. Mais le problème numéro un — et là c'est un peu de notre faute, on ne peut s'en prendre qu'à nous — c'est qu'on aurait dû s'occuper davantage, au cours des réunions qu'on avait à

la Maison pour Tous, pour mieux faire comprendre le véritable enjeu de ce colloque.

● Maintenant, dis-nous comment ça va chez Lip, au point où en sont les choses.

C.P. — Donc, le plan de ce groupe d'industriels est abandonné par tout le monde. Bien sûr, il avait été vite enterré par Charbonnel-Messmer, mais maintenant même Ceyrac vient aussi de lâcher. Tous s'entendent comme larrons en foire pour présenter une solution de démantèlement ou de vente par petits morceaux — « par appartements » comme l'a dit le journal du coin. La lutte s'organise donc à partir de ces nouvelles données.

● Ça vous en a porté un coup, ce lâchage ?

C.P. — Faut reconnaître que c'est quand même difficile : ça fait huit mois de lutte. On peut dire que plus ça avance, plus les branches de l'arbre se scient les unes après les autres. Et bien sûr, c'est pas fait pour donner confiance aux travailleurs. Mais on a bien regardé l'affaire au cours de la semaine et le moral est bon encore, malgré toutes ces attaques. On a donc décidé une relance de la vitalité de la grève. Ça va se faire dès lundi, d'une façon spectaculaire, au niveau de l'assemblée générale ; en profondeur au niveau des militants qui veulent reprendre vraiment l'action, qui veulent essayer de faire en sorte que chaque travailleur comprenne mieux, au point où en est, ce qui reste encore à faire et les chances de réussir. On va agir pour qu'il y ait encore une plus grande participation dans les actions qui seront proposées aux prochaines

assemblées générales.

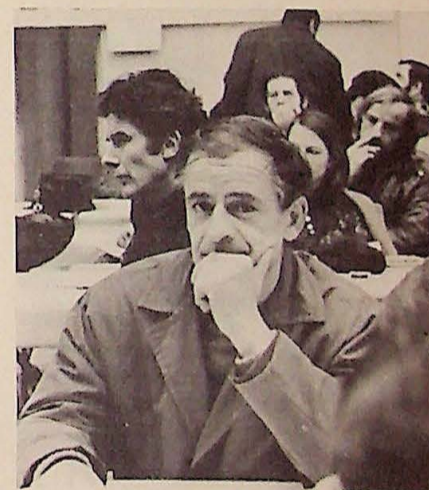
● Le maire de Besançon, Jean Minjoz, a remis une nouvelle fois la décision de louer un local à SPEMELEC. Pourquoi, selon toi ?

C.P. — Oui, il a remis. Il l'a confirmé ce matin même à la tribune du colloque. Cette location, c'est un pion supplémentaire que le pouvoir possède pour le démantèlement. Je suppose que le conseil municipal est partagé, traversé d'idées contraires, notamment du côté des conseillers socialistes. Il y en a parmi eux qui disent : il y a effectivement en face de nous une volonté de blocage de la part du gouvernement, on ne doit pas s'y prêter.

● On a annoncé ce matin au colloque qu'un communiqué commun aurait été signé entre la CGT et la CFDT. C'est une relance. Artificielle ou réelle ?

C.P. — Pour le moment, je crois qu'on peut dire qu'il y a du côté des confédérations et fédérations des métaux une volonté quand même assez précise, assez nette, de refondre l'unité car, dans chacune des stratégies, c'est plus que jamais nécessaire face au problème de la vie chère et à celui du durcissement de l'autoritarisme du pouvoir.

Maintenant, au niveau des sections syndicales de Lip, c'est plus difficile. Il y a eu quand même — et ça c'est sur le terrain concret — il y a eu des propos échangés, des accrochages et des blessures qui risquent de ne pas se cicatrifier rapidement. Disons qu'actuellement, il n'y a pas unité d'action mais il y a volonté de part et d'au-



tre de ne plus s'accrocher et de mener au moins des actions parallèles sans se gêner l'un l'autre. C'est déjà un élément positif et on pense qu'on pourra peut-être arriver dans les semaines qui viennent à une deuxième étape, c'est-à-dire vraiment une unité d'action.

● Tu restes donc toujours « gonflé à bloc »...

C.P. — Ah oui ! quand on regarde bien, froidement, ce qui se passe, on se rend compte qu'il y a actuellement pour nous de nombreux faits qui montrent qu'on a encore nos chances — importantes — pour aboutir dans ce conflit ; et on ne veut pas les négliger, mais au contraire les exploiter toutes sans la moindre défaillance. Car la lutte c'est ça, il faut aller vraiment jusqu'à la conclusion.

● De toute façon, il y a cet acquis des huit mois de lutte que vous ne perdrez jamais.

C.P. — Bien sûr, mais surtout on pense qu'on a encore bien des atouts. Et ces atouts, on les utilisera au mieux.

Besançon, 8 décembre 1973.
Propos recueillis par G.B. ■

ailleurs

Ainsi, dans les statistiques du chômage, un chat ne s'appelle plus un chat. Chômeurs ? Non : « **bénéficiaires de l'aide publique** » ou « **population disponible à la recherche d'un emploi** ». Une demande d'emploi non satisfaite ? Non : « **une demande d'emploi en fin de mois** » ! Piètres efforts pour dissimuler la montée incessante du chômage depuis presque dix ans. D'ailleurs d'autres efforts du même tabac, mêlant des données contradictoires, en arrivent finalement à nier l'existence même du chômage !

beaucoup d'argent pour licencier

Il y a actuellement trois chiffres à considérer :

— celui du recensement de la population de 1968 et rectifié chaque année par une cuisine statistique compliquée ; 440.000 en septembre 1973. A rejeter car fondé sur un question-

naire beaucoup trop succinct. Mais c'est le seul chiffre publié officiellement par l'INSEE comme étant celui de la PDRE (« **Population Disponible à la Recherche d'un Emploi** », dernière trouvaille pour désigner les chômeurs !).

— un chiffre tiré de l'enquête sur l'emploi et obtenu dans les mêmes conditions que le recensement : 390.000 en mars 1973. A rejeter pour les mêmes raisons.

— un dernier chiffre, le moins mauvais, 735.000 en mars 73 obtenu dans l'enquête sur l'emploi à l'aide d'un questionnaire détaillé qui fournit une mine de renseignements qu'on ne peut pas trouver ailleurs.

Un autre volet important de la situation de l'emploi en France et en Europe est constitué par le problème des travailleurs immigrés. L'exploitation de ces derniers comme main-d'œuvre d'appoint permet en effet aux entreprises de faire face, à bon marché, aux fluctuations conjoncturelles. Et cela, d'autant plus facilement que la circulaire Fontanet-Marcellin, soumet les travailleurs à la double exigence de la loi et du capital. « **La lutte des travailleurs immigrés pour l'égalité des droits**, souligne un rapport, constitue un élément essentiel

pour l'unification des luttes ouvrières ».

L'essentiel des travaux du colloque devait se tenir dans les commissions. Les échanges d'idées, d'informations, les thèmes de revendication, et les projets d'actions y furent très fournis, tournant autour de thèmes com-

un communiqué C.G.T.-C.F.D.T.

LORS du colloque sur l'emploi, Jeanette Laot, membre de la commission exécutive de la CFDT, a fait état d'un texte commun de la CGT et de la CFDT destiné à Matignon.

Ce texte peut être important s'il marque la volonté de la CGT de rétablir l'unité syndicale nécessaire à la poursuite de la lutte. Il situe la responsabilité du gouvernement qui cherche par une solution de force à liquider l'ensemble des activités de l'entreprise. Il rappelle l'existence de divers projets industriels pouvant faire l'objet d'un examen approfondi avec les syndicats. La CFDT et la CGT demandent en conséquence au gouvernement de cesser de fuir ses responsabilités. Un gouvernement qui, rappelons-le, passe son temps à faire des déclarations d'intention dans le même temps où il s'emploie à torpiller en sous-main toutes les solutions possibles.

me : logement - transports - cadre de vie ; école - formation permanente ; emploi - licenciements - conséquences sur la santé et la vie familiale. Evidemment, c'est la commission « **restructuration industrielle et politique de l'emploi** » qui « collait » le plus à la réalité de l'endroit et du moment, surtout quand il fut question des aides de l'Etat à l'industrie.

« Depuis 1960, fut-il relevé, ces aides visent à « adapter l'appareil productif français à la concurrence internationale », cela veut dire aides à la concentration, financement des secteurs dits « de pointe », comme l'électronique, l'informatique, l'aéronautique ; en résumé : financement de toutes les dépenses trop coûteuses pour des capitalistes individuels, si gros soient-ils (financement d'investissements à très long terme, financement de la recherche).

« Il s'agit donc d'une aide très sélective visant à assurer une plus grande force de frappe de l'économie française sur le marché mondial, c'est-à-dire une amélioration de sa rentabilité indépendamment des conséquences négatives sur l'emploi et les travailleurs en général. L'Etat accorde beaucoup plus d'argent pour rationaliser l'industrie, donc licencier, que pour créer des emplois ».

On sait depuis que des considérations purement politiques — celles de Charbonnel et de Messmer - Pompidou en l'occurrence — peuvent motiver cette aide de l'Etat quand il s'agit de sanctionner les travailleurs de Lip, coupables du crime de lèse-majesté. C'est en cela que les Lip écrivent une nouvelle page de l'histoire des luttes ouvrières. Ce colloque national sur l'emploi l'a montré en illustrant à quel point aujourd'hui plus encore qu'hier peut-être, « Lip se bat pour tous les travailleurs ».

Gérard BOREL ■

TRACT CFDT - SOCIETE GENERALE

8 millions manquent sur 40 pour redémarrer Lip. Ce sont les 8 millions que la Société Générale refuse de prêter pour l'application du nouveau projet industriel.

Ce projet est patronné par des groupes industriels de première importance, dont Jaz et Jaeger, mais aussi la Thomson, Rhône-Poulenc, le groupe Empain. Il bénéficie en outre du soutien des Suisses. Il prévoit :

- d'exploiter tous les secteurs de Lip sans démantèlement avec des perspectives de développement intéressantes ;
- de régler au mieux le problème social. Notamment le non-embaufrage se réduirait à soixante personnes.

La justesse de l'analyse de la CFDT — selon laquelle Lip était viable économiquement et exigeait une solution industrielle, excluant la liquidation — est ainsi confirmée par l'aile la plus dynamique du patronat et par des industriels « fort sérieux et respectables ». Toutefois pas assez « respectables » sans doute pour la Société Générale.

En effet, 40 millions au total sont nécessaires pour la réalisation du plan de relance, dont 8 millions demandés à chacune des trois banques nationalisées.

Seule des trois, la Société Générale se dérobe. Elle s'apprête donc, si elle s'obstine dans son refus, à faire échouer le projet.

LA S.G. SPECULATRICE ?

Cette attitude, rapprochée de ce que nous connaissons déjà de l'activité de notre établissement nous amène à poser de graves questions.

La Société Générale, banque nationalisée, refuse son appui à un projet qui permettrait la continuation d'une activité économique parfaitement saine et rentable, assurant en outre la survie d'un secteur horloger français.

Mais dans le même temps, elle se lance dans l'immobilier, activité notoirement spéculative, responsable d'ailleurs pour une bonne part de l'inflation et de la crise économique qui menace.

Notre direction est-elle à ce point guidée par l'appât du gain facile et immédiat qu'elle en oublie sa responsabilité évidente dans le financement des activités industrielles qui sont la vraie richesse du pays ?

Est-elle si peu soucieuse des intérêts bien compris de la Société Générale et de son personnel qu'elle ne voie pas les effets négatifs qui peuvent résulter de son refus ?

En effet, si c'est l'intérêt qui inspire sa décision, ne devrait-elle pas s'inquiéter du tort que ne peut manquer de porter à son image dans le public sa dérobade devant ses responsabilités ?

UNE POLITIQUE PERILLEUSE

Car des déposants, des travail-

leurs notamment et même des industriels risquent d'être atteints par cette décision dans la confiance qu'ils accordaient à notre établissement et de se tourner alors vers les autres banques nationalisées qui peuvent leur paraître plus soucieuses de leurs responsabilités. Hypothèse très vraisemblable, compte tenu de la concurrence acharnée qui règne actuellement dans la profession bancaire.

Le compte d'exploitation de la Société Générale a-t-il besoin de ce nouveau coup au moment où il supporte déjà de lourdes charges de trésorerie que la moindre déconvenue dans la recherche des dépôts suffirait à porter à un niveau inquiétant et peut-être critique ?

Notre établissement et son personnel méritent-ils ce nouvel affront au moment où la Société Générale fait malencontreusement parler d'elle dans la presse à l'occasion du procès de la Garantie Foncière où sont jugés des escrocs d'envergure qui sévissent dans l'immobilier ?

La direction est-elle toujours aussi circonspecte que dans le cas actuel de Lip avant d'engager les intérêts ou la réputation de la Société Générale ? Il est permis d'en douter à en juger par de graves mécomptes dont la presse se fait parfois l'écho. Quelle publicité ! La Société Générale vient ainsi d'engouffrer la bagatelle de 40 millions de francs — exercer le métier de banquier, c'est prendre des ris-

ques, mais quand même !.. — dans la faillite de la banque de San-Diéggo, dans un pays lointain il est vrai, les Etats-Unis, ce qui explique sans doute qu'elle ne trouve même plus 8 millions pour financer une industrie française qui occupe des milliers de travailleurs.

Mais alors, quelle est la raison réelle de son attitude négative qui la conduit à se ranger dans le camp patronal le plus dur et le plus arriéré, celui qui s'est juré la perte de Lip et bénéficie du soutien actif de l'actuel ministre du « démantèlement » industriel, M. Charbonnel.

Ce dernier est en train d'exercer des pressions sur la Municipalité de Besançon et sur la Société SPEMELEC pour imposer le démantèlement de Lip en précipitant le redémarrage du Département Armement détaché du reste de l'usine de Palente.

Ces informations ne réjouiront par le personnel, nous en sommes conscients. Mais nous pensons qu'il est de notre devoir de nous faire l'écho de ses craintes et interrogations et, dans des circonstances graves, d'attirer son attention sur des aspects de la politique de notre établissement sur lesquels on ne s'apesantit par habitude, mais qui pourraient hélas, passer au premier plan de l'actualité le jour où le personnel aurait à en supporter les conséquences.

● Cousseau a encore frappé : 22 licenciements à Cerizay !

« Accord fragile à Cerizay », écrivions-nous dans TS du 7 novembre, et nos craintes étaient justifiées. Pourtant, la reprise du travail s'était passée sans trop de mal. Mais, derrière les sourires, Cousseau rêvait à la vengeance. Il enrageait d'être obligé de signer le protocole d'accord pour la reprise des 95 « petites Pil ». Le loup montrait ses dents. Arzel, le cheffailon du personnel, réglait cyniquement son chrono. Elles allaient voir, ces demoiselles qui avaient voulu goûter la liberté, travailler comme bon leur semble, se faire interviewer par toute la presse, découvrir la parole, s'amuser à chanter, à se faire photographier sous toutes les coutures...

ALORS, le 5 décembre (tiens donc, la veille de la grève générale), 2 ouvrières sont licenciées sur-le-champ par un huissier. On leur interdit de remettre les pieds dans l'usine. Aucune discussion n'a eu lieu avec les représentants syndicaux Cinq déléguées CFDT sont mises à pied et leur sort sera réglé au cours d'une réunion du comité d'entreprise, lundi prochain. Chez Cousseau, on sait ce que c'est la « participation ».

C'est le personnel qui « décide », télégué par la direction !

Pourquoi ces licenciements ? Les 22 ouvrières placées sur la même chaîne de fabrication de doublures de parkas n'allaient pas assez vite. Elles ne respectaient pas les normes de travail établies : 390 à 420 doublures par jour, soit 2 à 3 doublures par heure et par ouvrière. C'est ce que la direction considère comme une « faute grave et volontaire ».

Les filles étaient constamment victimes de brimades, questionnées sans cesse... entre manche et col... alors évidemment, le rendement baissait encore plus !

Cousseau exerçait aussi d'autres petites et basses vengeances : une ouvrière ayant 14 ans d'ancienneté, sans reproche sur le plan professionnel, a reçu sa récompense : la porte. Autre exemple : mise à pied de 24 heures pour 12 ouvrières qui s'étaient rendues à l'audience du tribunal le 9 novembre. Pour d'autres, on invoque quelques minutes de retard. Refus d'accorder un congé sans solde à une ouvrière pour un événement familial. Celles qui avaient déjà fait grève par le passé sont bien entendu sanctionnées.

L'action dynamique de la CFDT durant tout le conflit et la prise de conscience des jeunes ouvrières ont irrité Cousseau. Il lui faut à tout prix se débarrasser de ces gêneurs. Alors, à côté de la CFDT maison, Cousseau vient d'installer une section FO dont la déléguée est membre du Comité de Défense pour la liberté du Travail,

ce comité qui écrivait, parlant des prêtres favorables aux grévistes : « Ces clercs indignes voulant démontrer qu'ils ne commettent pas le péché de mensonge, dénoncent les violences du mardi 9 octobre (reprochées aux non-grévistes) mais passent volontairement sous silence la séquestration par les grévistes de mères de famille, autrement plus grave que le vidage de filles excitées par des ouvrières soucieuses d'appliquer la parole divine « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ».

Comme une trainée de poudre, les réactions se sont enflammées à Cerizay et dans toute la région. Les militants CFDT qui avaient pourtant gardé tout leur sang-froid, voient monter leur colère. Toute l'information a été faite au cours du meeting de Niort, le 6 décembre. Et la colère aussi emporte les « petites Pil » qui n'ont pas peur de dire à Cousseau et Arzel : « Vous pouvez nous inscrire sur les prochaines listes de licenciements ».

Cousseau, si tu continues, les « piquantes demoiselles de Cerizay » vont devenir mordantes !

Bien entendu, elles peuvent compter sur notre solidarité active. On signale qu'il reste encore des chemisiers. Et puis, il y a le disque et le livre que l'on peut se procurer à l'UD-CFDT de Niort (1, rue du Mûrier). Et si vous passez par Cerizay, rendez-leur visite. Montrez à Cousseau que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Françoise CLAIRE ■

● 6 DECEMBRE : comme une envie d'aller plus loin...

C'est vrai, cette journée du 6 décembre a été une très forte manifestation de la détermination des travailleurs. Pourtant, vendredi matin, il y avait comme de la déception chez les travailleurs. C'est que, de toute évidence, on n'est pas allé assez loin.

ON sentait dans toutes les manifestations comme une envie d'aller plus loin, de dépasser cette question de la vie chère. Le 6 décembre, il était clair pour beaucoup de travailleurs que ce qui est grave ce sont les conséquences que va provoquer la situation économique nationale et internationale. Dès lors, il était normal que partout, et le plus souvent à l'initiative des militants du P.S.U., où l'on a mis en avant le problème de l'emploi, les manifestations aient pris un caractère plus offensif.

Les mots d'ordre de grève ont été diversement suivis, cela s'explique par les styles de propagande massivement déployés, surtout par la C.G.T.

Il est de plus en plus vrai que cette journée marque un départ en non une arrivée. Il s'agit maintenant de faire que cela soit possible. Car le 6 décembre marque bien un grand degré de la détermination populaire. C'est ce que nous disent nos correspondants.

● TOURS

6.000 personnes ont participé à la manifestation de style très traditionnel. Quelques bavures au niveau du service d'ordre : des « frictions » un peu chaudes entre la C.G.T. et les vendeurs de Rouge. A l'issue de cette journée, le P.S.U. a pris l'initiative de réunir la C.F.D.T., l'A.S.F., l'U.F.C., Vie Nouvelle et les paysans-travailleurs pour lancer une action de contrôle des prix et un réseau de vente directe de produits de la terre.

● DREUX

Un meeting de 1.000 personnes à l'appel des sept organisateurs de la journée. L'intervention du P.S.U. sur le thème de « l'inflation, choix politique » tranche nettement sur l'ensemble des autres, uniquement basées sur

la vie chère. L'applaudimètre démontre que les travailleurs connaissent l'importance politique du problème économique actuel. Dans le même département, 2.000 participants à la manifestation.

● BREST

15.000 personnes à la manifestation. Les groupes « gauchistes » ont été « admis ». C'est une évolution. Pour la première fois depuis 1968, le P.C.F. et la C.G.T. avaient sorti les drapeaux rouges. Hélas, ils avaient aussi des drapeaux tricolores. Ce qui provoque le retrait de la manifestation de l'U.D.B. C'est à noter, compte tenu du fait de l'alignement habituel de l'U.D.B. sur les positions du P.C.F. et de la C.G.T.

● LYON

25.000 participants à la manif. Le P.S.U. et la C.F.D.T. avaient fait admettre que le mot d'ordre de « La garantie de l'emploi » soit situé au même niveau que celui de la vie chère. Par contre, le P.C.F., en imposant une organisation du défilé par quartiers, a provoqué beaucoup de panique, les travailleurs ne sachant plus où se placer. Certains comme les immigrés, se sont trouvés pratiquement exclus. A noter que dans la région lyonnaise, le mot d'ordre de grève a été diversement suivi. Pas même le moindre débrayage dans une grosse entreprise de chimie.

● BESANÇON

La participation des Lip à la manifestation de 2.000 personnes, a permis de mettre nettement en avant la question de l'emploi. Dans la préparation, la C.G.T. s'y était longtemps opposée. Le P.S.U. y est apparu avec beaucoup de force avec des mots d'ordre sur

Lip, l'emploi, les augmentations uniformes.

Les groupes d'extrême gauche ont participé au défilé. Tout le monde a chanté l'Internationale. On n'avait jamais vu ça.

● CAEN

5.000 manifestants. Les partis politiques avaient organisé une conférence de presse commune avant la journée. Dans le défilé le P.S.U. a distribué un tract sur les questions de la consommation. Les débrayages ont été importants, particulièrement là où la C.G.T. est bien implantée et active.

● OISE

Manifestation à Compiègne, à Pont-Sainte-Maxence et à Creil (2.500 personnes). Dans cette ville, la C.F.D.T. réussit à détourner le défilé vers l'Eurromarché, où un délégué C.F.D.T. venait d'être licencié. La direction a décidé de réintégrer ce militant.

A noter que le P.S.U. avait refusé de s'associer à la préparation voulant par là dénoncer la « timidité » du P.C.F. et de la C.G.T. sur Lip.

Mais les militants ont participé aux manifestations.

● SEINE-ET-MARNE

Deux manifestations centrales à Melun (2.500 personnes) et à Lagny (1.000 personnes). Des manifestations locales à Provins, à Nemours, à Meaux et Montereau. A Melun, il n'a pas été possible de donner un caractère de soutien aux travailleurs du bâtiment : refus de faire passer le défilé devant les chambres patronales.

● DIJON

Malgré l'heure matinale (9 h 30) 5.000 participants à la manifestation très traditionnelle. La C.G.T. a utilisé son droit « d'intervention autonome » pour faire une vaste campagne publicitaire. Pour la suite, le P.S.U. envisage une action avec les paysans-travailleurs.

● CLERMONT-FERRAND

6.000 travailleurs ont participé à la plus grande manifestation depuis 1968.



Outre les mots d'ordre sur la vie chère et l'emploi, le défilé a été marqué par un soutien aux travailleurs en grève des cimenteries. Collecte de 2.500 F. D'autres manifestations ont eu lieu à Issoire, Ambert, Thiers.

● RENNES

Dans un tract de la C.G.T., le recto était occupé par l'appel national et le verso par un appel aux petits commerçants. C'est plutôt mal passé dans le meeting commun. L'intervention du P.S.U. a été particulièrement bien accueillie, notamment sur le fait que le 6 décembre ne peut être qu'un début de la réplique populaire.

Jacques FERLUS ■

Rive-de-Gier : trop c'est trop



Décidément, la population de Rive-de-Gier (17.000 habitants) fait tout pour compliquer la tâche des pouvoirs publics et accroître l'inquiétude du préfet. Déjà, il n'y a pas si longtemps, c'était sept semaines de grève à CEGEDUR (novembre-décembre 1972). Plus récemment, à l'occasion des législatives de mars 1973 et des cantonales de septembre, la classe ouvrière se distinguait par son orientation « vers la gauche ». Et peu après, c'est par un pur « hasard » que la population recevait l'invitation à payer la cote mobilière avant le 15 décembre. Mais voilà, depuis l'an dernier, l'augmentation a atteint 30 à 40 %. Une paille, quand on sait que Rive-de-Gier paie déjà les plus forts impôts locaux de la région. Alors, trop c'est trop.

regretter à la lumière des événements actuels !

Qu'a fait la municipalité pour la lutte des machinistes de BSN qui voulaient obtenir de meilleures conditions de travail et une grille de salaires différente ? Rien, car le maire a été longtemps le patron de l'usine, contrôlée par Riboud. Les loups ne se mangent jamais entre eux !

Et pour les grévistes de Cégédur ? Rien non plus... ou plutôt si ! Elle a refusé la gratuité de la salle des fêtes au comité de grève pour un bal de solidarité !

L'augmentation de la cote mobilière est la suite logique de la politique municipale et gouvernementale.

entrons tous

A l'initiative du PSU, auquel se sont joints le PCF, le PS, la CFDT, la CGT, la FEN, un meeting a réuni le 15 novembre dernier, près d'un millier de personnes, qui ont posé cinq objectifs à la lutte :

- diminution de la cote mobilière ;
- augmentation du dégrèvement en fonction du nombre d'enfants ;
- report de la date d'exigibilité et étalement des paiements
- engagement de la municipalité à ne pas augmenter la cote mobilière en 1974 ;

participation des organisations ouvrières et de locataires à la commission qui établit les bases d'imposition.

Suivirent des réunions de quartier qui furent très fréquentées.

Le 23 novembre, une délégation, accompagnée de mille personnes, se rendait à la mairie. Le maire, pourtant tout reposé d'une cure en Italie (le pauvre ! tous ces événements l'avaient épuisé) était encore fatigué de son voyage et ce sont ses adjoints qui ont reçu à sa place la délégation. Les mille personnes envahirent la mairie. « Nous sommes chez nous, entrons tous. » Les flics des RG sont là. C'est la ruée dans la salle des délibérations du conseil. Quel luxe, le mobilier !... La colère monte partout, même sur le fauteuil du maire qu'on essaye !

Le climat social est si explosif à Rive-de-Gier et dans toute la région que la colère populaire est justifiée (situation économique désastreuse, régression des industries locales : mines, métallurgie, des milliers d'emplois supprimés, aucune industrie de remplacement prévue). A tel point, qu'en juillet dernier, le préfet en a été « remué » et a pris l'initiative de réunir les maires de la vallée du Gier pour constituer un syndicat mixte entre les communes pour l'aménagement de zones industrielles. Mais quel en sera le résultat ? Pour l'in-

tant rien de constructif ne pointe à l'horizon et la crise actuelle n'arrange rien.

Tous les faits passés incitent à la prudence d'appréciation et ne font pas oublier les objectifs du contrôle populaire. Le 6 décembre, 1 500 personnes ont descendu dans les rues et ont participé au meeting. Quelques résultats appréciables sont cependant arrachés :

- augmentation du dégrèvement par enfant à charge de 0,08 % à 0,12 % du loyer brut ;
- possibilité d'étalement du paiement de la cote mobilière.

Le silence de la municipalité est total sur deux points :

- réforme de la fiscalité locale qui va entraîner des augmentations en 1974 (pour les habitants en HLM) ;
- possibilité pour les organisations ouvrières et de locataires d'intervenir dans les commissions chargées d'établir les bases d'imposition.

L'exemple de Rive-de-Gier devrait servir à toutes les populations des communes de France menacées par une politique gouvernementale au service des gros bonnets capitalistes. Il devrait aussi faire imposer aux municipalités des choix en faveur de la classe ouvrière.

Correspondance. ■

RIVE-DE-GIER n'est, hélas ! pas la seule victime de l'augmentation des impôts locaux. Comme dans toutes les communes, les mêmes problèmes se posent :

- aide de plus en plus réduite de l'Etat ;
- opérations de prestige réalisées à coups de millions par les municipalités (salles des fêtes, piscines, etc) ;
- transfert à des sociétés privées des services effectués précédemment par les employés communaux (éclairage public, nettoyage de marchés, services de ramassage des ordures...) ;
- généreuses subventions à l'enseignement privé ;
- taxe d'assainissement payée

bien plus cher par les citoyens que par les industriels.

Alors, la population a décidé la guerre à cette municipalité au service des intérêts patronaux. Le maire, M. Hemain, est ancien suppléant de Pinay à l'assemblée nationale... Lors des dernières élections municipales de 1971, quatre sièges sont passés à la gauche : 3 élus PSU et un communiste. Une action constante a été menée par les élus du PSU pour la défense des intérêts des travailleurs.

« Rive-de-Gier, un creuset où s'est réalisée la fusion de toutes les classes sociales, donnant l'exemple de ce que devrait être l'image du pays », déclarait sans rire le maire, lors de l'inauguration de la perception (des impôts locaux). Cette phrase, il doit bien la

Brest : le cadeau

EN 1970, Pleven faisait un beau cadeau aux travailleurs de Brest : l'usine Ericsson. Le problème de l'emploi devait ainsi être presque résolu. Mais d'autres problèmes sont apparus : horaires abominables, cadences infernales, chronométrage...

Avril 73 : grève illimitée des testeurs appuyée par les autres travailleurs. Revendications : suppression du travail en équipe, augmentation des salaires, nouvelles classifications. Octobre : nouvelles grèves par secteurs et manifestations - le mouvement est largement suivi. Novembre, quelques acquis provisoires : travail en équipe progressivement supprimé (secteurs à majorité de main-d'œuvre féminine), suppression du travail au rendement pour les fem-

mes enceintes, augmentation de 2 %...

Bien que limités, ces acquis montrent cependant que seule l'action collective des travailleurs peut imposer un changement de leur situation.

Correspondance ■

Le censeur de Vannes

Marcellin est aussi maire de Vannes (Morbihan). Fin novembre, il a fait intervenir sa police pour interdire la projection de deux films programmés à la semaine du cinéma breton. Ces films n'avaient pas de visa de censure. Mais ce n'était pas le motif véritable car, la veille, trois autres films sans visa avaient été projetés. Les flics n'avaient pas réagi parce qu'il s'agissait d'images trounées par le Caméra Club de Vannes. Le programme du

lendemain n'était pas aussi anodin : « Les lampadaires du coin du pont et les fourmis noires » dénonce un mareyeur qui barre un chemin coutumier et interdit l'accès à une rivière ; quant à « Voici la colère bretonne », c'est un film sur la grève du Joint Français. De quoi, en effet, provoquer colère et censure chez Marcellin. ■

Gennevilliers O.S. contre C.G.E.

LUNDI 10 à midi, aucune solution n'était encore en vue dans le conflit qui oppose depuis le 22 novembre les quelque 300 O.S. et manœuvres des Câbles de Lyon à Gennevilliers à la direction de l'entreprise dépendant du trust C.G.E. (voir « TS » de la semaine dernière).

Pourtant, selon une décision du tribunal, une négociation devait s'ouvrir dès le 3 décembre. Ce ne fut qu'une parodie, les représentants de la direction se refusant à discuter de façon concrète sur l'augmentation uniforme des salaires notamment. Aussi les O.S. (les 9/10^e sont des immigrés) ont-ils décidé de réoccuper l'usine, sauf les bureaux de la direction tenus en permanence par des membres de celle-ci.

Sans méconnaître la difficulté qu'ils éprouvent à maintenir une certaine mobilisation des grévistes, les membres du comité de grève et le comité de soutien multiplient les interventions pour informer le maximum de travailleurs et accroître la solidarité autour des revendications initiales. ■

Rennes : le préfet cède

Le 7 décembre devait avoir lieu à Rennes, un meeting de « Faire Front ». PC, PS, CGT, CFDT n'ont pas répondu à l'invitation du PSU et des groupes d'extrême-gauche pour organiser la riposte et obtenir de la préfecture l'interdiction de ce meeting. Les forces du Programme commun et la CFDT se sont contentées de délégations à la pré-

fecture et de protestations lors du meeting unitaire du 6 décembre. Devant l'attentisme de la gauche traditionnelle, le PSU et l'extrême-gauche appelaient à une manifestation le 7, à 18 heures. Toutes précautions avaient été prises pour éliminer les provocations. Le cor-

tège a réuni 1 500 personnes dont plusieurs militants CFDT et quelques jeunes du PS. A 20 heures, heure du meeting, alors que l'affrontement avec les CRS (nombreux !) paraissait inévitable, le préfet faisait annoncer qu'il avait décidé d'interdire le meeting. ■

Éditions du jour

Collection « VOTRE SANTE »

Docteur E.A. MAURY
Dictionnaire familial d'homéopathie
Initiation à l'acupuncture
Guide homéopathique du nerveux et de l'insomniaque

G. GOLBERT
Le guide des plantes-remèdes

Collection « JE COMPRENDS »

R. LARTIGUE
Les Mathématiques actuelles

J. SINGER et B. ROUSSEAU
La Comptabilité

D. LARTIGUE
La Physique
I-de l'expérience au résultat



2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qu'une chose : Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
 34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
 CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
 Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

M.....
 Adresse
 Mode de règlement

les CIC avec nous

La IV^e rencontre nationale des CIC vient de répondre favorablement à l'appel du Conseil National du PSU. Ce premier rassemblement politique des militants de l'autogestion socialiste marque une étape importante dans l'histoire de notre parti. Nous en reparlerons plus longuement avec Victor Leduc dans notre prochain numéro. Nous publions cette semaine les principaux extraits de la résolution adoptée par nos camarades des CIC qui deviennent donc ainsi désormais... nos camarades du PSU.

SAISIE de l'appel du Conseil National du PSU aux organisations qui ont fondé le CLAS, la quatrième rencontre nationale des CIC salue cet appel comme une initiative politique importante ouvrant la voie à la création du parti révolutionnaire pour l'autogestion socialiste dont ont besoin la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Nous, communistes, qui avons fait le choix fondamental de l'autogestion en fonction de notre expérience militante, nous considérons que seule la constitution d'une force politique révolutionnaire implantée dans les masses populaires et conduisant le combat contre le pouvoir et la bourgeoisie selon la stratégie et dans la perspective de l'autogestion socialiste peut éviter au mouvement ouvrier les impasses historiques de la social-démocratie et du stalinisme.

Estimant que, dans son appel, le Conseil National a répondu de façon satisfaisante aux problèmes posés par les CIC sur la base des 14 thèses pour l'autogestion, la quatrième rencontre nationale des CIC, résolue à tout mettre en œuvre pour favoriser la création du parti de l'autogestion socialiste décide de répondre positivement à cet appel.

Les CIC décident donc, pour atteindre cet objectif, de se dissoudre en tant que groupe politique. L'activité des militants des CIC adhérant au PSU, s'exercera au sein de ce parti, pour contribuer avec l'ensemble de ses militants à la construction de l'organisation révolutionnaire et autogestionnaire de demain.

La quatrième rencontre nationale décide en conséquence et selon la proposition qui nous est faite par le Conseil National du PSU de désigner pour siéger à la DPN du PSU les camarades Jeanne Brunshwig, Serge Depaquit et Victor Leduc (un quatrième camarade sera désigné ultérieurement).

Conformément aux propositions de l'appel, les militants et sympathisants des CIC décident, sans aucun esprit de fraction ou de tendance, de conserver une expression autonome pour continuer de s'adresser aux militants d'expérience communiste en s'efforçant de les orienter vers les positions du socialisme autogestionnaire. A cet effet, ils constituent un centre d'études et de recherches communistes pour l'autogestion, avec son mensuel Action. ■



BAROU

le nouveau Bureau national

A la suite de nominations effectuées par la direction politique nationale, le 26 novembre, le bureau national du PSU est ainsi composé :

Robert CHAPUIS, secrétaire national (1).

Jean LE GARREC, secrétaire national adjoint - trésorier.

Michel ROCARD, questions politiques générales.

André BARJONET, questions économiques.

Pierre BOURGUIGNON, cadre de vie - santé - consommation (2).

Irène CHARAMANDE, secteur femmes.

Georges CONSTANTIN, responsable national secteur entreprises.

Pascal DORIVAL, formation - PSU - Documentation.

Gérard FERAN (*), directeur de « Tribune Socialiste », relations avec le CLAS.

Christian GUERCHE, minorités nationales - problèmes régionaux.

Bernard JAUMONT, secteur international.

Jean LAFRACHE, questions fédérales. Daniel LENEGRE, secteur international.

Jean MALLET, responsable national secteur agricole.

Michel MOUSEL, secrétaire fédéral région parisienne.

Alain RANNOU (*), responsable action et organisation.

Bernard RAVENEL, secteur école - formation permanente.

Henri SAIGRE, questions culturelles.

Philippe SIMON, relations extérieures.

François SOULAGE, relations avec les fédérations - PSU - information.

Basile VOLOKHINE, secteur entreprises - sécurité.

(* Permanent du parti.

(1) Actuellement directeur de « Critique Socialiste ».

(2) Des équipes sur les différents secteurs sont en cours de constitution, sous la responsabilité de P. Bourguignon et F. Soulage.

international

si le maillon de Phnom-Penh sautait

TROIS cents délégués de 53 pays. A l'initiative des « 52 » organisations françaises luttant ensemble pour la paix en Indochine et de la Conférence de Stockholm pour le Vietnam, cette conférence internationale des 8 et 9 décembre à Paris fut menée tambour battant. Avec un je-ne-sais-quoi de solennel qui sied aux peuples déterminés dans leur combat. Le résultat ? Une solidarité renforcée pour le Cambodge, pays non-aligné et surtout pas aligné sur les volontés de l'impérialisme américain ni sur aucun compromis dans la lutte contre celui-ci.

Avec la présence chaleureuse des camarades de la RDVN, du GRP, du Front Patriotique Lao, c'est toute l'Indochine unie pour la révolution de la Liberté contre l'ennemi commun. Certes, et c'est heureux, le Sud-Est asiatique empêche de dormir les tenants de la trop facile coexistence pacifique, et Robert Chapuis a rappelé, au nom du PSU, à la tribune, la portée exemplaire de la longue marche du peuple cambodgien vers la victoire, et l'importance de la période décisive qui s'ouvre pour la reconnaissance du GRUNC et du FUNK comme représentants authentiques du Cambodge sur la scène internationale.

Agressé par les bombardements américains, un petit peuple poursuit sa lutte. Il reconquiert son territoire (à 90 % aujourd'hui) contre les fascistes de Lon Nol. Il est aux portes de sa capitale. Si le maillon faible de l'impérialisme, Phnom-Penh, tombait, était libéré, ce serait sans doute le commencement de la fin pour Thieu et le régime de Saïgon et donc d'importantes possibilités données aux forces du GRP d'en finir avec ceux qui violent délibérément les Accords de Paris. Tout se tient en Indochine.

Les Cambodgiens sont de ceux qui savent mener une guerre populaire contre les usurpateurs. Jusqu'au bout. La solidarité internationale des forces anti-impérialistes leur est acquise, au premier rang desquelles les camarades chiliens présents, et applaudis, à cette conférence. Quand celle-ci se terminait, dimanche, la manifestation de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien commençait à la Nation. Plus qu'un symbole. Une raison de plus de lier les luttes. Contre l'ennemi commun. Et d'exiger de Paris, et la reconnaissance du GRUNC parce que c'est le gouvernement du peuple et la rupture avec la Junte de Santiago parce que c'est un gouvernement contre le peuple. A. L. ■

création d'un centre de formation

LES militants du PSU, parce qu'ils sont sans cesse plus engagés dans les luttes, sentent plus que jamais la nécessité d'une formation plus poussée. Nous devons donc nous donner les moyens concrets de cette formation.

Ce qui existe aujourd'hui est très insuffisant : des PSU-Documentation, des dossiers de formation (en cours d'impression), les stages d'été. C'est peu. Car il y a un obstacle essentiel : c'est le manque de camarades prêts à animer des séances de formation.

Jusqu'à présent, nous avons essayé de faire des stages régionaux pour créer des équipes de formateurs. Cette politique a échoué pour deux raisons : d'une part, la base régionale ne correspond guère à la réalité du parti, d'autre part, et surtout, créer des « spécialistes » de la formation dans la fédération néglige ce qu'est le parti, notamment son organisation en secteurs.

C'est pourquoi le service national de formation lance un centre de formation qui se tiendra un week-end sur deux à Paris, 9, rue Borromée. Chacun des week-ends formera un tout et devra contribuer à donner des moyens aux militants de tel ou tel secteur pour animer la formation.

Par conséquent, à travers ces stages, ce pourra être six ou sept formations différentes par fédération qui peuvent se former, chacun dans son secteur d'intervention : tel militant d'entreprise se chargera de la formation dans le secteur, tel camarade de la formation pratique, tel autre de la formation pour l'intervention dans le secteur femmes, etc.

Six week-ends ont été retenus pour le premier trimestre 1974 : 19-20 janvier : l'intervention du secteur Femmes ; 2-3 février : la sécurité, le service d'ordre, l'or-

ganisation ; 16-17 février : l'intervention dans les entreprises ; 2-3 mars : l'animation de la section ; 16-17 mars : le mouvement ouvrier ; 30-31 mars : Tribune Socialiste.

Les inscriptions doivent parvenir, par l'intermédiaire des fédérations, deux semaines à l'avance. Alors, maintenant, au travail ! Pascal DORIVAL. ■

Secrétaires fédéraux : pleins feux sur 1974

WEEEK-END de travail fructueux les 8 et 9 décembre au siège du PSU. Animée par des membres du Bureau National, avec la participation de Robert Chapuis, secrétaire national, et Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint, cette réunion des secrétaires fédéraux a revêtu une importance très grande par les questions abordées et le travail accompli.

La situation interne du parti, le secteur entreprises, les questions financières, « Tribune Socialiste », le programme d'action et d'implantation pour 1974, autant de questions débattues et passées au peigne fin.

La situation politique actuelle a fait l'objet d'un examen détaillé : unité populaire, analyse de la journée du 6 décembre, contacts avec les organisations politiques et syndicales, analyse des problèmes économiques, du secteur international (situation au Chili et les leçons que nous devons en tirer).

Ce week-end annonce bien 1974 pour l'action à mener par notre parti. Fin mars, nouveau rendez-vous est pris pour faire le bilan d'une importante campagne d'implantation qui doit être lancée lors du premier trimestre 1974. ■

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Profession : _____

Lieu de travail (1) : _____

BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMÉE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

défense d'avorter

Il y avait pour le voir à Grenoble des militants et les forces de l'ordre. Il y a eu des matraquages mais il est passé pendant 45 minutes. On l'a regardé en toute quiétude au conseil national du P.S.U. à Paris, puis il a été interdit au théâtre municipal de Grenoble, mais il est passé à la Bourse du Travail de la même ville, le soir même. Les élus socialistes et Mitterrand n'ont pas été dérangés quand ils l'ont vu au Sénat, une foule de gens l'ont vu à Jussieu pendant tout un week-end : il avait le soutien du M.L.A.C., du P.S.U. et de la C.F.D.T. Depuis on l'a signalé à Caen, à Blois, à Orléans, entre autres. Toutes les organisations soutenant le M.L.A.C. ont décidé d'en acheter une copie. L'histoire d'« Histoires d'A » n'est pas finie. Le film est interdit, on le voit partout.

Il est toujours aussi en principe interdit d'avorter. Mais à la Cour d'Appel de Paris, une affaire d'avortement est renvoyée « sine die ». Après Bobigny et la prise de position de la commission des affaires sociales, les juges n'osent plus juger.

Mais à Paris, à Bordeaux, à Saint-Etienne, à Grenoble, on avorte. Et il y a de plus en plus de femmes qui voyagent, grâce au M.L.A.C. ou par leurs propres moyens. 471 femmes françaises avortées en Angleterre en 1969, 2.267 en 1970, 11.985 en 1971, 24.189 en 1972 (chiffres cités par le rapport I.P.P.F. Europe). Sans parler de celles qui vont en Hollande, en Belgique ou en Suisse.

C'est interdit tout ça, la police arrête quelques cars à la frontière, mais ça continue.

En même temps, il y a encore des femmes qui meurent, comme à Rouen le 4 décembre. Elle avait voulu se « débrouiller » seule et on l'a retrouvée morte 24 heures après, un tube de plastique à ses côtés. Le 5 décembre à la Mutualité, un « Rassemblement des chrétiens pour la défense de la vie » invoquait le ciel, chantait des psaumes et déclarait : « La vie est au cœur de notre foi ». L'humour noir ne leur fait vraiment pas peur.

Pendant ce temps à l'Assemblée Nationale, on joue au projet, au contre-projet ou à pas de projet du tout. La règle du jeu, c'est : je suis de droite mais je ne vote pas les propositions de la droite, car elles sont trop libérales, je suis de gauche, donc je suis obligé de voter les propositions de la droite parce que la droite, qui est trop

à droite, ne les votera pas. C'est dur d'être député, n'est-ce pas ?

Finalement, grâce aux voix de la gauche, la commission des affaires sociales propose la suspension de l'article 317 du code pénal, jusqu'au vote d'une nouvelle loi. Reste à savoir si l'Assemblée suivra, mais de toute façon, même si ce n'est plus interdit, où et dans quelles conditions seront pratiqués les avortements jusqu'au printemps prochain ? Cela la droite ne nous le dit pas, la gauche communiste non plus avec Ballanger qui brise des épées dans l'eau en affirmant avec force que « la solution ne pourrait résider dans telle ou telle mesure partielle, comme la création de centres municipaux « orthogéniques », mais dans une vaste lutte politique permettant d'imposer une nouvelle législation. »

Le seul ennui, camarade, c'est qu'une lutte politique globale, cela ne se mène pas en l'air, mais avec des points d'appui, y compris institutionnels. Quant aux propositions communistes qui accompagnent la libéralisation de l'avortement et visent à éta-

OUI, MESSIEURS LES DEPUTES, ON MEURT ENCORE D'UN MAUVAIS AVORTEMENT !

PAR 31 voix contre 30, les Parlementaires repoussent en commission le projet « Peyret » sur l'avortement libre et la contraception gratuite.

A ce jeu-là, — c'est la roulette russe — des femmes y laissent leur peau.

Le jour de la réunion de la commission parlementaire à Rouen, une jeune femme de 23 ans meurt. On l'a trouvée, allongée sur son lit, une sonde à ses côtés. Son fils de 3 ans, désespéré, errait dans l'appartement.

Cette jeune femme, employée de bureau, était seule avec son fils, car son mari, travailleur immigré, était en déplacement sur des chantiers extérieurs.

Il n'y a pas à commenter ces faits.

Il faut continuer de se battre pour l'abrogation de la loi de 1920, la contraception et l'avortement libres et gratuits.

Samedi dernier, nos camarades du MLAC, du GIS et du Planning Familial annonçaient qu'à Rouen la bataille continuait pour la reconnaissance et la pratique de la contraception et pour l'éducation sexuelle.

Ils annonçaient aussi que les médecins du GIS de Rouen avaient pratiqué gratuitement 80 avortements pendant que près de huit cents femmes qui faisaient une demande d'avortement étaient dirigées vers des cliniques de l'étranger.

Après Grenoble et St-Etienne, l'ini-
quité de la loi qui empêche les femmes de choisir librement est, à Rouen, mise concrètement en accusation.

Pierre BOURGUIGNON ■

blir un véritable « statut de la femme et de la famille » nous on en discutera quand il s'agira du « statut de l'homme et de la famille ».

En effet, il ne s'agit plus d'attendre, ni même d'attendre en aidant à pratiquer des avortements. Qu'il s'agisse de la surenchère populiste (j'ai pratiqué plus d'avortements que toi, non c'est moi) ou de la position attentiste du P.C., c'est le même refus : celui de s'attaquer à l'Etat bourgeois et de l'obliger à répondre à la demande.

C'est pourquoi nous continuerons à créer des centres d'orthogénie sous contrôle populaire, c'est pourquoi nous obligerons les municipalités et les conseils généraux à prendre position, à reconnaître et à financer des centres.

L'avortement n'est pas un problème « social », c'est un problème politique. Mais il ne s'agit, ni de faire de la campagne sur l'avortement un simple « coup » réussi, ni par ce biais de conforter les femmes dans l'idée que « l'avortement, c'est bien, parce qu'on est entre nous » et que « la politique, c'est pas pour nous. »

investir le champ politique

La prise de conscience des femmes sur les problèmes de l'avortement et de la contraception ne peut pas se résoudre en une solidarité efficace et sentimentale mais déboucher sur la revendication autogestionnaire qu'est la libre disposition de son corps. Pour cela, il faut investir le champ politique.

Aussi, ce qui est en jeu au travers de cette campagne sur l'avortement, que nous gagnerons, c'est beaucoup plus que l'avortement : c'est l'obligation maintenant faite à tous les syndicats et partis de se prononcer sur ce qui concerne la femme, c'est l'irruption des femmes sur le champ politique pour intervenir sur tous les problèmes politiques.

Pour cela, la bataille continue : nous devons diffuser au maximum « Histoires d'A », prendre les initiatives les plus larges possible pour continuer le débat sur avortement et contraception, faire reconnaître des centres d'orthogénie sous contrôle populaire. Irène CHARAMANDE ■

la JC et l'occupation de l'ambassade du Chili

Des militants des Jeunesses communistes occupent une ambassade. Ce n'est pas si fréquent ! Il était d'ailleurs assez amusant de constater l'embarras des commentateurs de la radio se demandant « s'il s'agissait bien de jeunes du parti de Monsieur Marchais ». « L'Humanité » du lendemain l'a confirmé en accordant une large place à l'action tout en déclarant qu'il s'agissait d'une initiative d'un des cercles de la Jeunesse Communiste, approuvée par la direction de la J.C. Le fait, sans doute, n'a pas une importance considérable. Mais il est significatif de la recherche entamée par le P.C. pour distinguer davantage, selon la formule de Roland Leroy au dernier Comité Central, « des formes de luttes nouvelles qui ne s'apparentent pas pour autant à l'aventurisme ». Il nous semble important d'en prendre acte. Tel est le sens de ce bref entretien avec Jean-Michel Catala, responsable du Mouvement de la Jeunesse Communiste. Interview qui permet d'ailleurs de situer assez bien les limites, mais aussi la réalité d'une certaine évolution du Parti communiste aujourd'hui.

T.S. — Pourquoi cette action ?
J.-M. CATALA. — Il faut la replacer dans son contexte. Celui du développement d'un vaste mouvement de solidarité avec le Chili. Plusieurs initiatives avaient déjà été prises : notamment une marche de la jeunesse à travers Paris et la manifestation internationale de Turin où nous avons fait appel aux mouvements de jeunesse des différents pays d'Europe. C'est dans le cadre de cette action que s'ins-

crit l'initiative d'un de nos cercles d'occuper l'ambassade du Chili. Il s'agissait d'abord d'attirer l'attention sur les massacres et sur le sort des prisonniers politiques. L'île Dawson, par exemple, où se trouve notre camarade Luis Corvalan, est un véritable camp d'extermination. Il s'agissait aussi de dénoncer l'attitude inadmissible du gouvernement français et de Pompidou sur cette question.

T.S. — Pourquoi avoir choisi cet-

te forme d'action, qui semble, pour le moins « inhabituelle » de la part de militants communistes ?

J.-M. C. — Ce n'est pas une forme d'action que nous privilégions. L'essentiel, en effet, est de développer un mouvement de protestation de masse. Ceci dit, il y a actuellement une très grande combativité dans la jeunesse et cela nous semble très positif. Nous ne sommes pas les pompiers des luttes de la jeunesse. Mais chaque forme d'action doit être jugée en fonction de son objectif. Elle doit toujours être la plus démocratique possible pour que soient associés un maximum de jeunes.

T.S. — La question des « formes de lutte » te paraît-elle importante ?

J.-M. C. — Oui, car dans le secteur de la jeunesse, il existe une expérience spécifique. Il est donc normal que se développent des formes de lutte différentes. Les lycéens, par exemple, disposaient en mars d'un formidable avantage : pouvoir tenir des assemblées générales. C'est beaucoup plus difficile pour la classe ouvrière qui doit préalablement mener un combat de longue haleine pour disposer des moyens et du temps nécessaire à cette démocratie.

T.S. — Roland Leroy, lors du dernier comité central, a déclaré qu'il ne fallait pas confondre « formes de lutte nouvelles » et « aventurisme ». N'est-ce pas le signe d'une analyse plus précise et positive de ce qu'on a appelé le « gauchisme » ?

J.-M. C. — Ce n'est pas la forme d'action qui définit le gauchisme. C'est son contenu. Les barricades peuvent être fascistes comme à Alger. Une action d'un groupe peut traduire un ressentiment de la masse de la jeunesse et bénéficier de son soutien.

D'ailleurs, certains dirigeants gauchistes, pour pouvoir avoir une influence réelle sur un milieu, doivent se résigner à en être les stricts porte-parole, y compris en renonçant à leur propre politique. La tribune libre du « Monde » de Michel Field (1) sur la lutte des lycéens en mars, par exemple, je suis prêt à la signer... Seulement ce qu'il a écrit n'avait plus grand-chose à voir à l'époque avec les objectifs de la Ligue communiste.

(1) Michel Field fut l'un des responsables du mouvement lycéen de mars-avril. Il est membre de l'Ex-Ligue communiste.

LES DEUX CHILI

Alors que selon les dernières nouvelles parvenues du Chili, la répression évolue de mal en pis, le « Club de Paris » se prépare docilement à faire une nouvelle évaluation de la dette extérieure de ce pays. Pour cette réunion, prévue en janvier, les fascistes chiliens s'apprêtent à envoyer une délégation à la hauteur de l'enjeu. De leur côté, les fascistes de « Faire front », ces nazillons parisiens de l'ex-Ordre nouveau, prétendent exprimer leur admiration à la junte chilienne le 19 décembre à la Mutualité, en y mêlant — comble de la provocation — leur haine habituelle contre les travailleurs immigrés. Ces deux manifestations ne doivent pas, ne peuvent pas se dérouler normalement. Et, au moins pour la deuxième — qui n'est toujours pas interdite par le pouvoir complice de Pinochet — nous disons : elle n'aura pas lieu.

Il y a quelques jours, des camarades chiliens nous ont exprimé leur préoccupation (le mot est faible) devant l'élargissement de l'audience internationale de la junte au moment où celle-ci continue à étrangler le peuple chilien. Et, de fait, pour la bourgeoisie chilienne, ça va mieux. Ça va même bien, à ce qu'on dit. A l'intérieur, les affaires reprennent, grâce à une hausse des prix fantastique (doublement du niveau des prix en octobre) qui permet aux industriels et aux commerçants de réaliser de substantiels profits, de réinvestir dans les entreprises qui leur ont fait retour, « en juste propriété », maintenant que le « cancer marxiste » a été extirpé dans les conditions que l'on sait...

Dans les frigidaires des maisons des quartiers résidentiels de Santiago, il n'est plus besoin d'entasser les produits comme au temps de l'Unité populaire : les marchandises sont réapparues comme par enchantement. Certaines boîtes de conserve dataient de deux ans (les débuts « sérieux » du sabotage économique organisé). Un stockage spéculatif comme on dit, en termes économiques.

La balance des paiements avec l'extérieur « se redresse vigoureusement », comme disent les technocrates : si les importations de produits alimentaires demeurent nécessaires, elles seront bientôt plus que compensées par les ventes de cuivre (qu'aucun tribunal européen ne songe à empêcher cette fois) dont le cours a, miraculeusement, remonté sur le marché mondial et dont la production a repris, grâce « à la discipline des mineurs et au respect de la hiérarchie ».

L'horreur

Par ailleurs, le retour des capitaux prodigés qui avaient fui lors de l'élection d'Allende, permettra d'équilibrer davantage cette fameuse balance. Reste la dette extérieure du Chili, estimée aux alentours de 3 500 millions de dollars, dont le remboursement avait constitué le cauchemar économique du gouvernement d'Unité populaire (il absorbait 30 à 40 % des rentrées d'exportation...).

Eh bien, là encore, tout s'arrange, puisque le « Club de Paris » regroupant les créanciers capitalistes du Chili n'envisage même pas de se faire tirer l'oreille pour consolider cette dette. Les Etats-Unis, notamment, autrefois si intransigeants sur ce point à l'égard d'Allende, se montreraient « plus souples » selon l'inimitable langage euphémique du « Monde ». Il est certain en particulier, que l'octroi par le Fonds Monétaire International (FMI) d'un crédit de « stand by » (à court terme) au Chili, a été décidé sous la pression des USA,

qui participent pour plus de 80 % au capital dudit Fonds...

Pendant ce temps-là, le Chili du peuple — le Chili des pauvres, essaie d'abord et avant tout de survivre. Survivre à la répression, aux dénonciations, aux arrestations, aux tortures, résister à ceux qui viennent vous chercher au petit matin. Tous, hélas, n'échappent pas. Daniel Vergara, ancien membre du gouvernement Allende, est sans doute mort de gangrène, dans l'île Dawson où ses géologues l'ont « laissé pourrir ». L'horreur est là qui nous prend à la gorge. Luis Corvalan, Oscar Garretón (1) sont menacés de mort. Et tant d'autres, inconnus, qui font l'objet d'une répression à présent aussi féroce que sélective.

Cette répression prend d'autres formes, plus désuètes, tout aussi efficaces : tel le licenciement d'un tiers environ des travailleurs chiliens, en particulier dans l'administration et les services publics. Pour tous ceux-là, c'est la misère, la honte, et la faim qui s'ajoutent aux poursuites et aux tracasseries.

les leçons

Cependant, à faire ainsi chuter brutalement le niveau de l'emploi et le niveau des revenus, la junte prend le risque d'une récession grave de l'économie chilienne, par le freinage de la consommation. Mais cela prouve que pour elle, l'économie est avant tout politique. Il s'agit de briser les reins définitivement à la résistance, par tous les moyens.

Dans ce Chili du peuple, la résistance, lentement, s'organise. Matériellement, elle reconstitue ses réseaux, ses contacts. L'essentiel des appareils politiques a été préservé. Mais c'est son unification qui pose problème, tant à l'intérieur du Chili qu'en Europe. La ligne démobilisatrice du



Ci-contre, la manifestation de dimanche dernier a rassemblé quelque 40 000 personnes à Paris. Ci-dessous, surpris par un photographe de Fotolib, un des trois wagons expédiés par Thomson-CSF, destinataire : FAMAE (usine d'armement de Santiago), armée chilienne. La destination de ces caisses a, depuis, été changée mais on ne sait pour où... Un « détail » : le manutentionnaire photographié a été licencié sans motif !



PC chilien semble désormais vigoureusement combattre par les autres partis (MIR, PS, MAPU, Gauche chrétienne) et il serait catastrophique que la division actuelle dure.

Une réunion au sommet de toutes les forces de la résistance a cependant eu lieu récemment à La Havane ; d'autres suivront.

Il y a donc, plus que jamais, deux Chili.

Pour le Chili populaire, nous avons collecté, avec beaucoup d'autres organisations, de l'argent : plus de 160 millions d'anciens francs au total, dont une grande partie va pouvoir, incessamment, être débloquée au profit de la résistance. Il faut continuer, accentuer cette campagne financière.

Nous avons, par ailleurs, réussi pour le moment à bloquer les envois d'armes à la junte (2). La plus grande vigilance reste nécessaire, surtout dans les villes portuaires.

La junte, elle, essaye de se faire reconnaître, d'effacer son image de mort et de sang. Il faut inlassablement qu'elle nous trouve, face à elle, en dénonciateurs : information permanente sur le Chili, mobilisation contre la réunion du Club de Paris, initiatives comme celle des Jeunes Communistes occupant l'Ambassade du Chili, grande manifestation populaire comme ce dimanche à Paris, campagne contre la firme ITT et les produits de ses filiales (3), telles sont les tâches prioritaires.

Parmi les leçons que peut tirer la gauche française du Chili, l'une d'elles commence à apparaître. Elle est fondamentale. C'est qu'on ne peut lutter contre la bourgeoisie que par la mobilisation populaire permanente. En particulier, se prémunir contre une action putschiste de l'armée, ce n'est pas seulement obtenir le fractionnement de l'armée en tendances, ni la neutralité d'une partie de l'armée, ni renvoyer l'état-major dès les premiers jours de la prise du pouvoir.

intolérable

● Le collectif national pour la défense des libertés « exprime son indignation à l'annonce d'un meeting prévu pour le 19 décembre à la Mutualité par une émanation de l'organisation d'Ordre Nouveau, meeting auquel prendrait la parole un représentant de la junte qui assassine au Chili. Une telle manifestation fasciste et raciste ne peut être tolérée. Si, en contradiction avec

les principes démocratiques, ce meeting a lieu, le collectif national appellera la population de la région parisienne à s'opposer à sa tenue. D'ores et déjà il prend toutes dispositions à cet effet. PC - PS - PSU - MRG - Objectif Socialiste - Jeune République - Ligue des Droits de l'Homme - Libre pensée - C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N. ■

D'abord parce que les résultats du travail politique dans l'armée — qui est essentiel — sont aléatoires, le Chili l'a prouvé ; ensuite parce que le seul véritable problème (par exemple pour assurer l'équipement de l'armée) réside dans le rapport de forces, en terme de mobilisation, opposées à l'armée.

Mais ce rapport de forces ne peut se créer qu'à partir d'une pratique et d'une pédagogie de la mobilisation, ce qui suppose la mise en œuvre constante d'une stratégie de contrôle sur les lieux de production et d'existence (contrôle ouvrier, contrôle populaire) notamment avant la prise du pouvoir.

par pour des chapelles

Là réside la difficulté, mais en même temps la chance d'une issue victorieuse de la lutte contre la bourgeoisie une fois le pouvoir conquis. C'est probablement sur ce point — notre dernier Conseil National y a insisté — que nous devons engager le débat avec les autres forces progressistes et le faire évoluer utilement : c'est tout le problème du pouvoir populaire et des moyens pour assurer une mobilisation suffisante à son appel.

On voit que cela ne nous éloigne qu'en apparence du Chili : au contraire, en ce moment, tout nous y ramène, grèves des commerçants, panique financière, crise économique, durcissement du régime, « ennemis de l'intérieur ».

Mais autant le soutien au Chili en lutte est nécessaire en ce moment, autant le débat sur l'expérience chilienne est essentiel aux militants de gauche, autant il serait inadmissible que des organisations ne profitent de l'existence de comités de soutien (qui assurent un travail remarquable dans les directions) pour y reconstituer une structure de parti propre, dans un but strictement organisationnel. Les militants du PSU doivent être alertés sur ces tentatives et prêts à y faire obstacle. Nous nous battons pour le Chili et l'avènement du socialisme en France : pas pour construire nos propres chapelles à leurs dépens. Il ne faut pas confondre.

Daniel LENEGRE ■

(1) Réfugié à l'ambassade de Colombie, le leader du MAPU ne peut quitter le Chili. En France, une campagne nationale est lancée pour obtenir sa libération et celle de nombreux autres réfugiés politiques coincés dans les ambassades de Santiago.

(2) Du moins les envois qui ont pu être décelés. Quant aux autres...

(3) Comme celle menée dans les grands magasins de Lyon par nos camarades du GARM.